

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 471 - 1 €

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire
1 €, 3 FS, £ 1
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire
4 €, 10 FS, £ 3

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -
No 471
Mars-Avril-Mai 2004
41^e année

DANS CE NUMERO

- Revoilà le cirque électoral... Ce n'est pas par le bulletin de vote, mais par la lutte de classe qu'il faut s'opposer au capitalisme !
- Tuerie en Côte d'Ivoire sous l'oeil impassible de l'impérialisme français
- La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, est partie intégrante du programme communiste original (3)
- La lutte exemplaire des traminois en Italie

A Madrid, massacre de prolétaires par le terrorisme réactionnaire

La tuerie de Madrid porte la marque indélébile de la **réaction bourgeoise** qui, dans ce cas particulier, a utilisé la main d'oeuvre et l'idéologie du fondamentalisme islamiste. A quelques minutes d'intervalle, ce jeudi matin à l'heure de pointe une dizaine de bombes ont explosé dans 3 trains bourrés de passagers: 200 morts, plus de 1500 blessés, ouvriers, écoliers, femmes et enfants. Ce sont fondamentalement des **prolétaires** qui étaient visés.

Sans perdre un instant le gouvernement Aznar a utilisé ce massacre de travailleurs pour ses sordides intérêts électoraux. Dissimulant les indices contraires, faisant pression sur les médias nationaux dociles, activant son réseau diplomatique jusqu'au plus haut niveau, il accusait l'ETA d'avoir perpétré cette tuerie - accusation reprise sans hésiter par toute la presse internationale: il faut savoir que la lutte contre cette organisation avait été un des thèmes centraux de la campagne électorale du gouvernement (il avait d'ailleurs annoncé à grand bruit avoir mis sa police en état d'alerte pour prévenir un attentat de l'ETA dans les trains ou les aéroports pendant la campagne électorale...).

Comme tout gouvernement espagnol, le gouvernement Aznar a fait de la «lutte contre le terrorisme basque» un axe fondamental de sa politique parce que ce type de propagande alimente le nationalisme castillan; en outre c'est une excuse commode pour renforcer l'autorité de l'Etat central et cela permet de dévier le mécontentement social dans les impasses des oppositions nationalistes ou des querelles régionalistes, en dissimulant que la lutte des classes est la véritable cause des tensions sociales: prolétaires, qu'ils soient castillans, catalans ou basques, contre bourgeois et petits-bourgeois basques, castillans ou catalans, qui les exploitent.

L'ETA et le parti Batasuna récemment mis hors-la-loi, constituent l'aile extrême du mouvement nationaliste de la bourgeoisie

(Suite en page 2)

CONTRE LES ILLUSIONS ÉLECTORALES ! POUR LA LUTTE PROLÉTARIENNE ANTICAPITALISTE !

Il y a presque 80 ans, dans un discours prononcé au Congrès de Bologne du Parti Socialiste Italien au nom de la Fraction communiste abstentionniste, Amadeo Bordiga affirmait: «*la grande habileté du gouvernement de la démocratie parlementaire, c'est précisément d'avoir trouvé le moyen non seulement d'avoir une majorité, mais de se fabriquer une opposition*».

Les récentes élections régionales (que la propagande bourgeoise à destination des prolétaires avait les plus grandes difficultés à parer d'une utilité quelconque) ont précisément permis de ressusciter une opposition de gauche qui semblait s'être volatilisée il y a deux ans. Les électeurs, dont l'abstention était redoutée, se sont mobilisés de façon relativement massive, et ils sont allés voter pour les partis qu'ils avaient boudés hier.

Sans doute tout le monde reconnaît, y compris à gauche, que ce vote ne constitue pas une adhésion au programme de la «gau-

che plurielle» - ne serait-ce que parce que de programme, il n'y en a pas - ni une approbation de son bilan, mais une opposition à l'action du gouvernement issu des législatives de 2002. Et sur ce plan, le coup est rude pour Raffarin-Chirac: pour la première fois depuis 1988 la gauche est majoritaire en voix dans le pays, pour la première fois depuis leur création elle a remporté la majorité des départements et presque toutes les régions, ce qui permettra de relancer le clientélisme de ces partis.

Mais si le coup est rude, ce n'est qu'un **coup de semonce électoral**, en outre **pour les seuls partis de droite**; par conséquent il ne s'agit en aucune manière d'un coup aux intérêts de la classe dominante, aux orientations de la politique bourgeoise, à la conservation du système capitaliste. La bourgeoisie peut se féliciter au contraire que même en l'absence de crédibilité de la gauche, le mécanisme électoral a **parfaitement fonctionné**,

révélant la persistance de cette fatale illusion parmi les larges masses. Le parti socialiste, par la bouche de son premier secrétaire, en a tiré la conclusion qu'il n'était pas besoin de gauchir son discours comme le réclamaient certains de ses membres, inquiets de la concurrence de l'«extrême gauche», elle-même toujours moins «extrémiste». Les ténors du P.S., soucieux de montrer aux cercles bourgeois dirigeants qu'ils défendent leurs intérêts, se sont bien gardés de seulement laisser supposer qu'ils remettraient en cause les attaques gouvernementales contre les travailleurs s'ils revenaient au gouvernement.

Et après l'intervention démagogique de Chirac à la télé, Raffarin pouvait tranquillement réaffirmer que son nouveau gouvernement allait continuer imperturbablement dans la voie des «réformes», c'est-à-dire dans la voie des attaques contre les prolétaires (le

(Suite en page 2)

Impérialismes français et américain Hors d'Haïti !

Deux cent ans après avoir conquis son indépendance contre les troupes françaises venues rétablir l'esclavage, Haïti a vu des soldats américains et français débarquer pour changer son régime et «rétablir l'ordre» (ils furent rejoints ensuite par des canadiens et des chiliens). Pour justifier cette véritable **invasion** (faite avec l'assentiment unanime des gangsters du Conseil de Sécurité de l'ONU, à défaut de celui de la moindre force politique haïtienne) les gouvernements qui en sont les auteurs ont avancé les habituelles raisons «humanitaires»: éviter des massacres, prévenir une sanglante guerre civile, venir au secours d'un malheureux pays sombré dans la ruine en raison de l'incurie de ses dirigeants, etc.

Ce souci humanitaire n'avait pourtant pas empêché les mêmes gouvernements de soumettre Haïti, dont la population de 8 millions de personnes est l'une des plus pauvres de la planète, à un embargo économique depuis plusieurs années afin de contraindre son gouvernement à être plus docile aux intérêts impérialistes. La Banque Interaméricaine de Développement elle-même, organisme où l'influence des Etats-Unis est décisive, expliquait dans son jargon diplomatique que «*la principale raison de la stagnation économique est la suppression des subventions et des prêts de l'étranger qui a accompagné la réponse de la communauté internationale à l'impasse de la situation politique*». Le taux de chômage est estimé à 70 %, 85 % de la population a un revenu inférieur à un euro par jour; deux millions 400 000 personnes sont confrontées à la famine, tandis que la moitié des habitants souffre de malnutrition chronique; 40 % de la population n'a accès à aucun soin médical de base, alors que les taux d'infection par le Sida et la tuberculose sont les plus élevés d'Amérique Latine: en conséquence l'espérance de vie est de 52 ans pour les femmes et 48 pour les hommes. Dans la capitale Port-au-Prince, le travail au noir représenterait plus de 90 % de l'activité, un pourcentage qui est de 60 % dans le reste du pays: il n'y aurait que 110.000 personnes dan-

tout Haïti à avoir un travail déclaré (1)...

Mais il y a aussi de grandes fortunes en Haïti, fondées sur la **surexploitation** de la main d'oeuvre à bon marché dans des entreprises de sous-traitance pour des firmes américaines ou sur l'exportation de cette main d'oeuvre dans les plantations de la République dominicaine voisine - sans parler des trafics de drogue ou autres. C'est ainsi que 1% de la population s'approprie la moitié du revenu du pays et qu'une poignée de grandes familles contrôle traditionnellement tous les rouages de la vie économique et politique. C'est le cas par exemple d'André Apaid, le plus gros employeur d'Haïti, propriétaire d'une quinzaine d'usines, de Télé-Haïti, etc (2). Financier de la dictature de Duvalier, Apaid, qui a la double nationalité haïtienne et américaine, fut l'un des commanditaires du putsch militaire contre Aristide 1991; il est le dirigeant de l'«opposition démocratique» anti-Aristide, le dit «groupe des 184», organisation des milieux d'affaires soutenue par le gouvernement américain et financée aussi par l'Union Européenne.

**LES MASSES HAÏTIENNES, VICTIMES
DE LA BOURGEOISIE LOCALE ET DE
L'IMPÉRIALISME INTERNATIONAL**

La révolution antiesclavagiste débou-

cha sur l'instauration d'un pouvoir bourgeois à Haïti. Ce fut une lutte sanglante contre les troupes napoléoniennes esclavagistes. Si l'histoire de France a retenu que les anciens esclaves massacrèrent 2000 colons, elle a oublié les épouvantables massacres, constituant une véritable tentative de génocide, perpétrés par les armées françaises contre les civils haïtiens, démonstration de ce dont était capable la classe bourgeoise à peine arrivée au pouvoir par la révolution: on parle de 200.000 morts (Le Monde, 29/2-1/3/2004). Il est facile de comprendre pourquoi la première constitution haïtienne stipulait qu'aucun blanc ne pourrait résider sur l'île (et encore plus posséder des terres); exception était faite pour les médecins, les ingénieurs, les soldats Polonais qui avaient abandonné les armées napoléoniennes pour passer du côté des esclaves et - malheureusement! - pour les prêtres.

Si les esclaves avaient bien été émancipés par les députés révolutionnaires à la Convention, ce n'est qu'après qu'ils se soient **libérés eux-mêmes**, d'abord en s'insurgeant en 1791 puis avec la guerre menée par Toussaint en 1793; après que même un Robespierre ait dans un premier temps dénoncé les projets d'abolition de l'esclavage comme un complot des Girondins pour détruire les colonies (3).

La colonie qui s'appelait alors Saint Domingue était en effet une source formidable de richesse pour la France (et pour cette raison suscitait la convoitise de ses rivaux, britanniques ou espagnols qui réussirent ensuite à s'emparer de la partie orientale de l'île): produisant les trois quarts du sucre mondial qui était raffiné dans une douzaine de

(Suite en page 4)

CONTRE LES ILLUSIONS ÉLECTORALES ! POUR LA LUTTE PROLÉTARIENNE ANTICAPITALISTE !

(Suite de la page 1)

salaires différés qui alimente la Sécurité Sociale étant la principale cible annoncée), dans la voie de l'aggravation de l'exploitation, de la précarité, du chômage et de la répression inévitable qui en découle, dans la voie requise par les capitalistes. Enième confirmation que contrairement à ce que prétend la mensongère propagande démocratique, ce ne sont pas les bulletins de vote qui déterminent la politique des gouvernements, mais **les intérêts de la classe dominante**.

Le fameux *vote-sanction* n'a été et ne pouvait être que la **sanction de l'impuissance des électeurs**. Ce n'est pas par la voie électorale, mais seulement par la lutte collective, par la lutte de classe, qu'il est possible de résister et de faire reculer, avant d'avoir la force de l'abattre, la classe ennemie.

LE RÉFORMISME D'EXTRÊME GAUCHE DEVRA PATIENTER

Grisées par leurs résultats aux présidentielles (pourtant non confirmés lors des législatives suivantes), LO et la LCR avaient conclu un mariage de raison. Oubliées les oppositions sur le soutien ou non à Chirac, oubliées les divergences affichées à propos du maintien ou non de la perspective de la dictature du prolétariat, oubliés les désaccords sur la question du voile islamique et de la laïcité de l'Etat bourgeois: tout cela n'étaient que des

brouilleries par rapport à la question vraiment importante: atteindre le seuil des 10% et avoir des élus (pour de petits partis cela se traduit par une manne non négligeable). Avec leur accord électoral, LO et la LCR ont montré une nouvelle fois que leurs discours et leurs prétentions «marxistes» et «révolutionnaires» n'étaient que du vent. S'il en fallait une confirmation, on pourrait la trouver dans leur campagne électorale, qui reprenait presque tous les thèmes du PCF à l'époque de Marchais: de l'interdiction des licenciements (mais seulement dans les entreprises qui font des bénéfices, il faut être raisonnable!) à la défense de l'Etat bourgeois, il ne manquait à leur «plan d'urgence» que les nationalisations, poudre aux yeux sans doute de trop triste mémoire. Nos démagogues d'extrême gauche ne trouvent plus nécessaire ou seulement utile de jouer au révolutionnaire comme il y a 15 ou 20 ans. Ce n'est pas le résultat d'une manoeuvre, d'une ruse habile dans la grande tradition du déguisement trotskyste, mais tout bonnement l'expression de la nature réelle de ces formations qui ne sont rien d'autre que l'aile gauche du réformisme anti-prolétarien.

Mais alors qu'elles s'attendaient à une percée dans une élection où l'absence d'enjeu réel semblait devoir jouer en leur faveur en permettant un vote-dérouiller, LO et la LCR ont vu leur résultat stagner au niveau des précédentes élections régionales, très loin derrière leur score des présidentielles. Non

seulement leur réformisme de rechange ne leur a pas permis de conserver les déçus de la gauche plurielle qui les avaient rejoints en cette occasion, mais l'analyse des reports de voix indique qu'en dépit de leur refus d'appeler à voter à gauche au second tour, c'est bien ce qu'ont pourtant fait comme un seul homme leurs électeurs.

Même si les appareils traditionnels de la collaboration des classes connaissent une érosion avancée - et en ce qui concerne le PCF, irrémédiable - de leur implantation parmi les travailleurs, ils sont loin en effet d'avoir perdu toute leur force, tout simplement parce que cette force leur vient de leurs liens capitalistes avec les institutions bourgeoises. C'est ce qui explique la puissance d'attraction qu'ils exercent sur l'extrême gauche et la difficulté de cette dernière dans les conditions présentes à construire une force réformiste alternative.

Les milieux politiques bourgeois ont décidé de cantonner l'extrême gauche dans une opposition extraparlamentaire et la loi électorale a été modifiée dans ce but (relèvement à 10% du seuil nécessaire pour se présenter au deuxième tour et donc pour avoir des élus); au delà des petits calculs étroitement électoraux, le sens profond de cette décision est que la bourgeoisie voudrait éviter que ces candidats à la relève de la vieille garde réformiste ne se démasquent prématurément en connaissant une évolution rapide à droite, alors même que les vieux larbins usés n'ont pas encore perdu toute utilité.

Autrement dit, l'utilité de la LCR et de LO aujourd'hui pour la stabilité du système politique bourgeois, est de rester un courant «en marge» des réseaux collaborationnistes et pour cette raison capable, par une posture

«radicale», d'avoir un écho parmi les franges prolétariennes les plus combattives afin d'éviter le plus longtemps possible qu'elles se portent sur le terrain de classe. L'extrême gauche devra donc patienter avant de réaliser son bel objectif: prendre la place (fût-ce en fusionnant avec lui) de ce **pilier indéfectible de la contre-révolution** qu'a été pendant des décennies le PCF ...

LA NÉCESSAIRE RUPTURE AVEC LES ILLUSIONS ÉLECTORALES ET DÉMOCRATIQUES ET TOUS LES PARTIS QUI LES PROPAGENT

Les élections ont donc montré que la politique menée par le gouvernement Raffarin, et qui est l'expression directe de la volonté des cercles capitalistes décisifs, rencontre une hostilité largement répandue. Elles ont montré aussi que la fonction de paratonnerre permettant de décharger au moins momentanément les tensions sociales, du système démocratique électoral, fonctionne toujours. Mais à l'inverse elles ont représenté également une véritable leçon de choses pour les prolétaires: ils ont voté contre la politique Raffarin et Raffarin continue la même politique. Les élections ont donc fourni la preuve expérimentale que la voie électorale n'est pas celle qui permet de s'opposer aux attaques capitalistes, qu'elle n'est qu'une diversion par rapport à la seule voie efficace: la lutte prolétarienne. C'est la démonstration que tous ceux qui font office de rabatteurs électoraux, tous ceux qui présentent aux travailleurs les élections comme, sinon la seule, du moins une possibilité pour obtenir satisfaction sur leurs revendications, tous ceux-là leur indiquent sciemment une voie sans is-

A Madrid, massacre de prolétaires par le terrorisme réactionnaire

(Suite de la page 1)

basque qui cherche à arracher le maximum de concessions à l'Etat central. Intégralement bourgeois dans toutes ses composantes, même les plus «radicales», le nationalisme basque est **réactionnaire** par son aspiration à se séparer de Madrid et à fonder un nouvel Etat indépendant. Résidu oublié de la révolution bourgeoise qui au XVIIIe siècle a fait naître les Etats nationaux en Europe, il représente aujourd'hui un provincialisme impuissant à l'époque de l'internationalisation toujours plus grande du capitalisme: il ne peut à plus forte raison offrir aucune perspective aux travailleurs exploités par celui-ci.

L'ULTRA-TERRORISME DES GRANDS ETATS BOURGEOIS ET DÉMOCRATIQUES

Les grands Etats impérialistes qui dominent la planète, condamnant des populations entières à la misère, à la faim, à la guerre, décimant l'humanité pour préserver ou accroître leurs intérêts bourgeois ont tout sauf les mains blanches. Ce sont eux les **ultra-terroristes** qui n'hésitent pas à bombarder des populations civiles, à raser des villes ou à organiser de véritables génocides. Sans remonter aux guerres mondiales causées par les rivalités capitalistes, il suffit de rappeler deux exemples récents: après la première guerre du Golfe, l'embargo anglo-américain contre l'Irak (avec participation de la France pendant plusieurs années) aurait provoqué la mort prématurée de centaines de milliers d'enfants; au Rwanda ce sont les militaires français qui ont armé les tueurs et créé les conditions du massacre de peut-être 700.000 personnes. Voilà ce qu'ont commis les «démocraties» et les Etats que les bourgeois nous appellent aujourd'hui à défendre... contre le terrorisme!

Les massacres et les horreurs répandues dans le monde entier par les grands Etats «civilisés» blancs depuis deux siècles (en commençant par les millions et millions de victimes de l'esclavage et de la colonisation

qui ont fait la richesse des grands Etats européens) reviennent en boomerang dans les métropoles impérialistes et les grandes villes symboles de l'avancée capitaliste comme Istanbul, Riyad ou Casablanca.

Les massacres de travailleurs et de civils, qu'ils soient commis «industriellement» par de gigantesques armadas surpuissantes, ou «artisanalement» par quelques terroristes, sont **caractéristiques du capitalisme et de la société bourgeoise**. Les fractions bourgeoises, perpétuellement en concurrence, se livrent à une guerre commerciale, financière et diplomatique; à un certain niveau ces rivalités débouchent sur des affrontements sanglants, sur des actes terroristes, sur des guerres ouvertes. La guerre en Irak n'a été que la dernière des guerres «locales» déchaînées par les affrontements entre bourgeois, par leur volonté de maintenir leur domination sur des populations colonisées et par la lutte pour le partage du monde entre impérialistes, qui ont ensanglanté la planète depuis la fin de la dernière guerre mondiale. Inévitablement les guerres avec toutes leurs tragédies ainsi que les conséquences désastreuses pour les populations du «développement» capitaliste, engendrent des révoltes parmi les couches opprimées; mais en l'absence d'un mouvement prolétarien révolutionnaire, organisé internationalement et luttant ouvertement pour le renversement du capitalisme, ces poussées de révoltes, quand elles échappent à la mystification démocratique, sont facilement canalisées dans le lit d'une réaction de type petit-bourgeois, religieux ou fasciste. Elles ne peuvent alors en aucune façon, ni s'opposer réellement au capitalisme, ni être un quelconque point d'appui à la lutte des exploités: elles deviennent au contraire une impasse mortelle pour ces derniers.

Prolétaires, camarades!

Tous les médias ont abondamment relaté les gigantesques manifestations qui ont suivi les attentats en Espagne au nom du refus du terrorisme, de la défense de la démocratie et de la patrie. Ces manifestations qui se sont parfois transformées en manifestations anti-gouvernement Aznar, et les élections qui ont vu la victoire «inattendue» du PSOE, ont

montré à nouveau que l'alignement sur les Etats-Unis - politique traditionnelle du franquisme - rencontrait une très forte opposition en Espagne. Signe de la puissance du nationalisme espagnol, elles témoignent aussi de la force encore écrasante des illusions **démocratiques, pacifistes et réformistes** parmi les prolétaires qui se sont retrouvés en première ligne avec les attentats. La victoire électorale du PSOE, parti anti-prolétarien et corrompu jusqu'à la moelle, n'est pas une victoire pour les travailleurs. Avec des modifications superficielles, la même politique économique et sociale bourgeoise sera poursuivie; sur le plan de la politique extérieure le PSOE ne pourra pas faire échapper l'Espagne à l'alignement sur des Etats plus puissants et la préserver des affrontements militaires qui découlent inexorablement du capitalisme.

Les prolétaires de Madrid, de Bilbao, de Barcelone ou d'ailleurs n'ont pas de patrie; ils n'ont pas une Espagne, un Pays Basque, une Catalogne ou un autre région à revendiquer contre les autres. Exploités par les capitalistes prêts à tout pour leurs profits, y compris à susciter des nationalismes et à organiser des attentats, ils n'ont à défendre que leurs chaînes. Comme les prolétaires de tous les pays ils n'ont pas à lier leur sort au capitalisme qui les exploite, les exténue de fatigue, les fait mourir au travail ou les jette dans la misère en les licenciant; ils ne doivent pas se solidariser avec l'Etat qui les contrôle, les réprime et les fait servir de chair à canon: en un mot ils ne doivent pas défendre une «patrie» qui n'est que celle de leurs exploités.

Les prolétaires peuvent lutter contre le climat social de terreur énormément amplifié par les attentats, à condition de rompre avec l'union nationale et l'Etat bourgeois, à condition de se mobiliser pour la défense exclusive de leurs **seuls intérêts de classe**, directement opposés aux intérêts des bourgeois et petit-bourgeois. Ceux-ci utilisent les attentats pour paralyser les prolétaires par l'union démocratique interclassiste; sous prétexte de «sécurité» ils renforcent tous les aspects répressifs de l'Etat; afin de diviser les travailleurs, ils aggravent la campagne perma-

nente qui fait des prolétaires immigrés et de leurs enfants des menaces potentielles contre les prolétaires nationaux, contre leur «sécurité», contre leurs emplois, contre leurs salaires. Le prolétariat retrouvera son identité et sa force de classe, il pourra retrouver la voie de l'opposition au système capitaliste quand il se mettra en lutte ouverte pour la défense de ses intérêts immédiats et historiques, constatant l'opposition frontale de ceux-ci avec les intérêts soi-disant «généraux» ou nationaux. C'est cette **reprise de la lutte de classe** qui est la véritable perspective à défendre.

Non à la paix entre les classes et à l'union nationale suscitées par la bourgeoisie et ses laquais! Non à l'impérialisme!

Oui à l'union entre prolétaires de toutes les catégories, de toutes les régions, de toutes les races et de tous les pays pour la lutte anticapitaliste! Non aux discriminations raciales, nationales, religieuses ou autres! Oui à la solidarité avec les victimes de «notre» propre impérialisme!

Non au piège de l'«anti-terrorisme», qui ne sert dans les faits qu'à renforcer le pouvoir bourgeois! La lutte de classe prolétarienne est la seule solution pour se défendre efficacement contre les attaques de la police et de l'Etat, mais aussi contre les bandes terroristes réactionnaires, hier les escadrons de la mort ou groupes fascistes, aujourd'hui commandos islamistes.

Oui à la lutte de classe, oui l'organisation classiste pour la lutte de défense quotidienne, oui à la reconstitution du parti de classe international pour orienter et diriger cette lutte vers la révolution internationale et la prise du pouvoir! Seul le renversement du capitalisme, l'instauration de la **dictature internationale du prolétariat** nécessaire pour ouvrir la voie à la société sans classes ni frontières - la **société communiste** - mettra fin aux massacres, aux guerres, aux misères de toutes sortes.

15/3/2004

sue: par conséquent ce sont en réalité des adversaires, quelle que soit la couleur de leur drapeau.

Nous savons bien que des démonstrations de ce genre, il y en a eu à foison dans le passé et qu'il y en aura encore quantité à l'avenir. Tant que le prolétariat ne reprendra pas confiance dans ses propres forces, il sera condamné à se faire rouler par tous les faux amis qui pullulent, par tous les marchands d'illusion.

Mais nous savons aussi que l'aggravation inexorable des tensions sociales poussera nécessairement les travailleurs à entrer en lutte, à faire justement l'expérience de leur force de classe quand elle s'exprime non sur le terrain truqué des élections, mais sur celui de la lutte ouverte. Alors la rupture avec les illusions démocratiques et électorales, la rupture avec tous les partis qui les propagent deviendra non seulement possible mais **évidente et nécessaire** aux yeux de la masse des prolétaires - de même que deviendra évidente et nécessaire la reconstitution du **parti de classe international** pour diriger cette lutte.

Ce résultat ne sera pourtant pas automatique: il devra être préparé de longue main par l'intervention des révolutionnaires dans les luttes ouvrières, par leur dénonciation de toutes les fausses solutions, de toutes les impasses, par leur lutte politique contre tous les ennemis de la lutte ouvrière, ouverts ou masqués et d'autant plus dangereux quand ils sont masqués.

Si peu nombreux que soient les véritables communistes, les révolutionnaires marxistes, c'est ce qu'ils doivent s'efforcer de faire dès aujourd'hui, sans attendre un hypothétique «grand soir» où tous les problèmes seraient résolus.

«el programa comunista»

Organo del partido comunista internacional
N° 45 - Abril de 2004

© Los Estados Unidos de América en el límite de dos épocas

© Irak es el mundo

© ¡ Internacional y mundial es el capitalismo; Internacional y mundial sera la lucha proletaria anticapitalista de clase !

© Chile, a treinta años de distancia

© ¡ El golpe de Estado fallido en Venezuela es una advertencia al proletariado !

© Puntos de referencia marxistas acerca del imperialismo y del terrorismo

© Consideraciones sobre la actividad orgánica del partido cuando la situación general es históricamente desfavorable (1965)

© Auschwitz o la Gran Coartada

© La guerra imperialista en el ciclo burgués y en el análisis marxista (2)

© Los fabricantes de iconos a la obra: Creación de la Fundación Amadéo Bordiga

(64 pages, 3 Euro)

NUMERO 45

Marzo de 2004

el programa comunista

ORGANO DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

EN ESTE NUMERO

| | |
|---|----|
| • Los Estados Unidos de América en el límite de dos épocas | 1 |
| • Irak es el mundo | 10 |
| • ¡ Internacional y mundial es el capitalismo; Internacional y mundial sera la lucha proletaria anticapitalista de clase ! | 14 |
| • Chile, a treinta años de distancia | 21 |
| • El golpe de Estado fallido en Venezuela es una advertencia al proletariado ! | 26 |
| • Puntos de referencia marxistas acerca del imperialismo y del terrorismo | 30 |
| • Consideraciones sobre la actividad orgánica del partido cuando la situación general es históricamente desfavorable (1965) | 37 |
| • Auschwitz o la Gran Coartada | 42 |
| • La guerra imperialista en el ciclo burgués y en el análisis marxista (2) | 48 |
| • Los fabricantes de iconos a la obra: Creación de la Fundación Amadéo Bordiga | 60 |

LO QUE DISTINGUE A NUESTRO PARTIDO

la reconstitución de la línea que va de Marx a Lenin, a la fundación de la Internacional Comunista y del Partido Comunista de Italia (Léon, 1922); la lucha de la Izquierda Comunista contra la degeneración de la Internacional, contra la teoría del «socialismo en un solo país» y la contrarrevolución estaliniana; el rechazo de los Frentes Populares y de los bloques de la Resistencia; la obra de restauración de la doctrina y del órgano revolucionarios, en contacto con la clase obrera, fuera del politiquero personal y electoral.

Presión del ejemplar: Euro 2,80; América latina: US \$ 0,6; Canadá y U.S.A.: US \$ 3; Europa: 9 F; 20 Kr; 2 R.

Revoilà le cirque électoral... Ce n'est pas par le bulletin de vote, mais par la lutte de classe qu'il faut s'opposer au capitalisme !

La période de chasse aux électeurs est de nouveau ouverte: le cirque électoral bat son plein. De tous côtés chacun s'efforce de persuader le chaland - pardon, le *citoyen* - que sa liste est la meilleure et que voter pour elle est le moyen le plus efficace de résoudre tous ses problèmes; et tous avertissent que s'abstenir est faire le jeu des ennemis de la République, de l'Etat et de la Démocratie.

En réalité tous ces bonimenteurs ont le plus grand mal à convaincre que des changements électoraux au niveau des régions, le remplacement de telle ou telle bande de politiciens par telle ou telle autre, pourraient avoir une influence quelconque sur la vie des prolétaires et de la population laborieuse en général. Aussi usent-ils d'autres arguments: les partis de la «gauche plurielle» appellent ainsi les électeurs à émettre un «*vote-sanction*» contre le Gouvernement en votant pour eux, tandis que les partis d'«*extrême-gauche*» affirment que c'est au contraire en votant pour eux qu'on peut «*faire peur au patronat et au gouvernement*» tout en sanctionnant la Gauche.

Les partis de la Gauche classique essayent de faire oublier que pendant leurs longues années au gouvernement, ils ont renié toutes leurs promesses et facilité tant qu'ils ont pu les attaques patronales contre les travailleurs. Réformistes jusqu'à la moelle, c'est-à-dire **partisans et défenseurs du système capitaliste**, ils ne pouvaient évidemment pas s'opposer aux capitalistes: aux travailleurs licenciés Jospin répondit qu'il ne pouvait rien faire pour eux, tandis qu'il accordait des subventions aux entreprises. C'est bien pourquoi ces partis ont fini logiquement par appeler sans honte à voter pour le représentant par excellence de la bourgeoisie, l'**escroc-en chef** Chirac, qui mène aujourd'hui les attaques préparées hier sous le gouvernement de Gauche; voilà où a conduit et où conduira toujours le réformisme: à faire le jeu de la bourgeoisie !

LO-LCR: LES NOUVEAUX RÉFORMISTES

Les partis de l'«*extrême gauche*» électoraliste, LO et la LCR, aiment bien se dire «*révolutionnaires*» et critiquer les partis réformistes. Pourquoi alors leur programme est-il simplement une version - **moins radicale!** - de celui de ces partis réformistes d'il y a vingt ans? Alors, pour attirer les électeurs naïfs, les partis réformistes parlaient ouvertement de «*rupture avec le capital*»; ils se proposaient de nationaliser les principaux secteurs économiques, en prétendant qu'en passant dans le giron de l'Etat, ils pourraient servir aux intérêts des travailleurs. Démonstration a été faite que la nationalisation ne changeait rien au caractère capitaliste des entreprises parce que l'Etat est un **Etat bourgeois**, «*une machine essentiellement capitaliste, le capitaliste collectif idéal*», comme le disaient déjà les marxistes il y a plus d'un siècle. Cela, nos **faux révolutionnaires** voudraient surtout le faire oublier; ils voudraient faire croire que l'Etat pourrait ne pas soutenir les capitalistes, pourrait se mettre du côté des travailleurs, pourvu que des politiciens *vraiment à gauche* soient élus à sa tête. Quelle différence y a-t-il avec les réformistes à la rose de 81 qui prétendaient *changer la vie*?

ABAS LE CAPITALISME! ABAS L'ETAT BOURGEOIS!

Depuis plus d'un siècle la classe dominante a perfectionné l'art d'utiliser les élections pour détourner les travailleurs de la défense de leurs intérêts de classe, en leur faisant miroiter, grâce à l'aide irremplaçable des **réformistes** de tout type, l'illusion qu'un autre gouvernement, une autre majorité parlementaire (voire une autre majorité régionale ou municipale!), pourraient, en restant dans le cadre du capitalisme et de l'Etat bourgeois, remédier à leurs problèmes et alléger leur **exploitation**. C'est exactement cette même illusion que s'efforcent de répandre encore aujourd'hui partis de gauche et d'«*extrême-gauche*», avec leurs programmes attrape-nigauds ou même avec l'affirmation d'être... moins pires que les autres!

Contre les réformistes, les véritables communistes révolutionnaires, les marxistes, ont toujours démasqué les mensonges des élections et de la démocratie bourgeoises, qui camouflent la domination incontestée de la classe et des intérêts capitalistes. Les bulletins de vote ne sont que du papier sans valeur face aux intérêts capitalistes défendus par toute la puissance de l'Etat bourgeois (la République qu'on nous appelle journellement à chérir et à défendre). Ce n'est pas par un vote aux élections régionales que les travailleurs peuvent s'opposer aux mesures anti-ouvrières qui sont passées et à celles qui s'annoncent, mais seulement en se préparant à la lutte ouverte, la plus large possible, sur un terrain et avec des moyens classistes.

Ce n'est pas en changeant les politiciens aux divers postes électifs de l'Etat, mais en combattant cet Etat et en le détruisant qu'il sera possible de réellement **changer la vie et rendre possible un autre monde**. En dépit de leur puissance, les capitalistes et leur Etat seront condamnés à la défaite lorsque les prolétaires, sur qui repose tout le fonctionnement de la société entreront en lutte ouverte, générale, en lutte **de classe**, contre le capitalisme. Combattre les illusions démocratiques, légalistes, pacifistes et réformistes et toutes les forces qui les propagent est indispensable pour préparer ce retour à la lutte de classe.

L'**abstentionnisme** révolutionnaire n'a rien à voir avec le refus individualiste de la lutte politique: il découle de la compréhension que le retour aux méthodes de la lutte de classe, à la reconstitution du parti révolutionnaire et à la reprise de la lutte révolutionnaire seront d'autant plus retardés que persisteront plus longtemps les influences paralysantes du cirque électoral et du système démocratique bourgeois. Tourner le dos au cirque électoral n'a donc de sens que si c'est le premier pas pour se préparer à la lutte réelle contre le patronat et son Etat, le premier pas pour la reconstitution de la force de classe des travailleurs, pour la reconstitution du **parti de classe** - organe indispensable pour unifier, centraliser et diriger la lutte prolétarienne jusqu'à la victoire révolutionnaire.

NON AU CIRQUE ÉLECTORAL ET À TOUSSES CLOWNS! OUI À LA LUTTE DE CLASSE RÉVOLUTIONNAIRE!

(tract diffusé par nos camarades)

TUERIE EN CÔTE D'IVOIRE SOUS L'OEIL IMPASSIBLE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Le 25 mars, à quelques jours de l'arrivée des casques bleus de l'ONU destinés à appuyer les soldats français, l'opposition avait décidé de manifester à Abidjan pour demander le respect des accords de Marcoussis (qui établissaient un partage du pouvoir entre les différentes factions ivoiriennes). Bien qu'interdite, cette manifestation avait quand même lieu, mais elle était réprimée avec une violence inouïe par les tueurs du président «socialiste» Gbagbo - qu'ils soient en uniforme ou en civil.

Selon les autorités, le bilan des victimes des 25 et 26 à Abidjan et à Yamoussoukro s'élèverait à 37 morts, tandis que l'opposition estime qu'il pourrait atteindre les 500 tués; une «source diplomatique» parle de 300 à 350 morts et d'un nombre indéterminé de blessés. Ce qui est sûr en tout cas, c'est la férocité de l'attitude des militaires et de la police sur le pied de guerre depuis la veille et qui ont tiré dans la foule désarmée des manifestants, y compris à la mitrailleuse, et qui ont multiplié les rafles et les exactions dans les quartiers populaires habités principalement par des habitants du nord et des étrangers. Au moment où nous écrivons, la Croix Rouge n'a toujours pas pu entrer en contact avec les personnes emmenées par les policiers et les

militaires.

Le Premier ministre (contesté par les plus extrémistes des partisans de Gbagbo), voulant dégager la responsabilité de l'armée et de la police, a rejeté le 2 avril la responsabilité des tueries sur l'action de groupes parallèles. Et il semble incontestable que les «jeunes patriotes», bandes payées et armées par le pouvoir qui se sont félicitées de l'échec de la manifestation des «terroristes» (l'opposition), ont participé aux massacres. Mais la responsabilité première reste bien celle des forces dites de «sécurité» (sécurité seulement pour les bourgeois et leur Etat!), la police et de l'armée.

Le gouvernement français qui maintient un contingent de 4500 hommes en Côte d'Ivoire s'est bien gardé de condamner la sanglante répression de la manifestation du 25 mars, se contentant de vagues et cyniques appels à la poursuite du dialogue; il a même accepté l'organisation de patrouilles mixtes de soldats français et ivoiriens à Abidjan en «maintien de l'ordre». L'envoi de ces soldats en 2002 avait été justifié par l'objectif de mettre fin aux violences et l'impérialisme français affirmait refuser de prendre partie pour le gouvernement ou l'opposition. Cependant cette intervention militaire qui avait essen-

tiellement comme fonction de protéger les régions les plus riches du pays, à savoir les régions cacaoyères où se concentrent l'essentiel des investissements français (la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao), a dans les faits sauvé la mise au gouvernement qui était incapable de stopper les rebelles. Et depuis, les relations entre les autorités d'Abidjan et de Paris n'ont cessé de se réchauffer, comme en témoigne la récente décision de brader le port d'Abidjan au groupe français Bolloré. Pas la peine de chercher ailleurs l'absence de réaction aux crimes de Gbagbo! Que valent en effet quelques centaines de morts face à la perspective de juteux profits?

D'autre part l'impérialisme français doit faire face dans ses anciennes colonies et en Côte d'Ivoire même, à la concurrence croissante de l'impérialisme américain (sans parler d'autres nouveaux venus qui pointent leur nez comme la Chine, le Canada ou l'Afrique du Sud). Un éditeur de la revue *«la Côte d'Ivoire constitue un test majeur pour la politique africaine de la France. (...) Même dans ses anciennes colonies, la France ne*

(Suite en page 4)

Impérialismes français et américain, hors d'Haïti !

(Suite de la page 1)

grandes villes françaises avant d'être réexporté dans le monde entier, tandis que son coton alimentait l'industrie textile de la métropole, mais aussi de la Grande-Bretagne, etc., les échanges commerciaux avec la colonie représentaient pas moins de **tiers du commerce extérieur** de la France à la veille de la révolution. Il n'est pas exagéré de dire que les gigantesques ressources tirées du travail des esclaves de cette colonie ont constitué un facteur important dans le développement du capitalisme français et dans la puissance de l'Etat français. L'île comptait alors un peu moins de 500.000 esclaves (contre 30.000 blancs dont 5000 colons, et 40.000 mulâtres et affranchis), dont la durée de vie, dans les conditions effroyables du travail servile, ne dépassait souvent pas les cinq ans. La seule solution pour échapper à cet enfer était la fuite, le «marronage».

Après la victoire sur les Français, une classe composée surtout de mulâtres et d'anciens affranchis (dont la revendication originelle était simplement l'égalité avec les colons français et en particulier le droit de posséder des esclaves) prit la place des colons et donna naissance à la nouvelle bourgeoisie vivant du travail des paysans. Elle n'hésita pas à réprimer durement les aspirations égalitaires et les véritables révoltes de ces derniers pour consolider sa domination et accroître ses profits, sans réussir pourtant comme elle le voulait à rétablir les grandes plantations. Mais il lui fallut aussi passer sous les fourches caudines des anciens colonisateurs; en 1838 la France, qui avait tiré les profits que nous avons vus du travail des esclaves, imposa à la petite république haïtienne sous la menace d'une flotte militaire le paiement échelonné d'une véritable rançon en guise de «dédommagement» pour l'expropriation des colons: c'est à ce prix qu'elle consentira à reconnaître l'indépendance du pays et à reprendre le commerce avec lui. L'accord spécifiait que pour payer cette ran-

çon, le gouvernement haïtien devait lever des emprunts auprès des banquiers... français (4)! La dette envers l'Etat français ne fut achevée d'être payée qu'en 1883; à cette date les créanciers du pays qui ne pouvait plus échapper à la spirale de l'endettement, s'étaient organisés en un syndicat financier où bientôt les allemands et les américains furent majoritaires. A la veille de la Première guerre mondiale, le paiement de la dette extérieure absorbait près de 80 % des revenus de Haïti.

A la veille de la première guerre mondiale, la bourgeoisie haïtienne devait faire face à une révolte paysanne et à une grave crise économique aggravée par le paiement de la dette. En réponse à une décision du gouvernement haïtien de suspendre ce paiement, dans le plus pur style des pirates caraïbes des marines américains débarquaient d'un navire de guerre et s'emparaient le 17 décembre 1914 des 500.000 dollars-or qui se trouvaient dans les caisses de la banque centrale et ramenaient ce butin à New-York!

En juillet 1915 les troupes américaines revenaient, officiellement pour «rétablir l'ordre», après le lynchage par la population du président qui avait ordonné l'assassinat des prisonniers politiques. En fait un de leurs buts était de mettre fin à ce qui restait de l'emprise impérialiste française sur le pays (la France conservait encore par exemple le monopole du financement extérieur de Haïti), et de façon générale il s'agissait d'inclure définitivement l'île dans le giron américain.

Les troupes U.S. restèrent en Haïti jusqu'en 1934, après avoir imposé leur ordre au détriment de leurs rivaux impérialistes - et après avoir écrasé dans le sang la révolte des paysans contre le rétablissement du travail forcé. Après la deuxième guerre mondiale, une vague d'agitation et de grèves, but brisé par l'instauration de la dictature de Duvalier («Papa Doc») dont la milice (les «tonsons-macoutes») faisaient régner la terreur, avec le plein soutien des Etats-Unis. Au milieu des années 80 une explosion de dures luttes et

d'émeutes fit tomber la dictature, obligeant le successeur de Papa Doc (son fils: «Baby Doc») à venir couler une retraite paisible dans sa luxueuse propriété de la Côte d'Azur. Le gouvernement français de l'époque lui accorda l'autorisation de séjourner en France «à titre provisoire», provisoire qui dure toujours...

Dans la période trouble qui suivit où différents chefs militaires se succédèrent à la tête du gouvernement et se livrèrent à de sanglantes exactions, les masses s'en prirent aux responsables directs des crimes de la dictature (le «déchoukage»). Finalement pour les calmer en leur offrant un dérivatif, des élections libres furent organisées. Ces élections ne furent pas remportées par les candidats bourgeois officiels, mais par un prêtre très populaire dans les quartiers pauvres, qui, tout en s'appuyant sur les structures de base de l'Eglise, promettait de donner enfin satisfaction aux déshérités contre les nantis: Aristide.

Dès son accession triomphale au pouvoir, début 1991, Aristide limogea les plus hauts responsables de l'Armée et nomma un militaire «démocrate et patriote», Cédras, chef de l'Etat-major. En dépit de sa rhétorique enflammée il ne prit aucune mesure sérieuse en faveur des prolétaires et des déshérités, cherchant au contraire - en bon curé - à calmer les attentes de ces derniers. Et alors que l'agitation des masses ne cessait pas, neuf mois plus tard, à l'issue d'un coup d'Etat marqué par le massacre de centaines de prolétaires des bidonvilles, Cédras renversait Aristide...

Cependant en 1994, le gouvernement Clinton envoyait 20.000 marines américains réinstaller Aristide au pouvoir, après que des accords aient été passés entre celui-ci, les représentants de la bourgeoisie locale et le gouvernement américain. Il ne s'agissait pas seulement de résoudre l'embarrassant problème politique causé par un gouvernement militaire reconnu par aucun pays du monde (sauf par... le Vatican!) dont la répression brutale fit des milliers de victimes, et qui, en outre avait été convaincu de tremper dans le trafic de drogue par un rapport d'un député démocrate (un certain... John Kerry). Pour les bourgeois et l'impérialisme, l'ancien prêtre des bidonvilles pouvait encore servir comme pompier social, et il avait donné suffisamment de garanties de respect de l'ordre capitaliste pour être toléré par les cercles bourgeois les plus réactionnaires. En 2000, s'étant présenté à nouveau, Aristide remportait les élections présidentielles.

ARISTIDE, SON OPPOSITION ET L'IMPÉRIALISME SONT TOUS DES ENNEMIS DES PROLÉTAIRES HAÏTIENS!

Bien qu'il se soit affirmé comme l'ami des pauvres, Aristide n'a jamais voulu s'attaquer à la domination de la classe dirigeante haïtienne, ni à celle de l'impérialisme. Lors de son exil aux Etats-Unis, au cours duquel le gouvernement américain lui payait une équipe de conseillers, il est devenu l'homme de certains milieux d'affaires U.S., notamment au sein du «Black Caucus», un groupe de pression organisé autour de parlementaires démocrates noirs (5): c'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'intervention américaine a été critiquée par le candidat démocrate John Kerry, qui a accusé Bush de l'avoir décidée pour des raisons... religieuses, Aristide étant connu comme un adepte de la «théologie de la libération»! Nouvelle démonstration que derrière les oppositions religieuses, il y a toujours des affrontements d'intérêts tout ce qu'il y a de plus matériels...

Aristide avait par exemple ouvert le pays aux importations de riz américain, provoquant la ruine de milliers de petits paysans; il a scrupuleusement appliqué les recommandations du FMI, au détriment des intérêts des masses haïtiennes. Mais en cherchant à conserver malgré tout une audience auprès des exploités par des discours démagogiques, il n'a réussi qu'à indisposer les capitalistes, locaux et étrangers. Ces très timides et très confuses tentatives de réformes - comme

l'augmentation du salaire minimum, qui reste cependant en deçà du minimum vital! contre laquelle Apaid avait mené une campagne furieuse - ont causé sa chute, dans la mesure où la perte rapide d'influence de son régime vis-à-vis des masses pauvres révélait à la classe dominante qu'il devenait de plus en plus incapable de jouer, si besoin était, un rôle de garde-fou contre leurs explosions de colère. Ce n'est pas par hasard qu'une des revendications les plus importantes de l'«opposition démocratique» est la reconstitution de l'armée, dissoute par Aristide avant qu'il quitte le pouvoir en 1995 afin d'éviter de nouveaux coups d'Etat.

Cette opposition est constituée de riches capitalistes comme nous l'avons vu, auxquels se sont joints, comme hommes de mains, les bandes de mercenaires ou d'anciens tortionnaires ayant trempé dans différents crimes et trafics qui ont déclenché l'«insurrection». Si elle a pu, avec l'appui des impérialistes franco-américains (le gouvernement français se félicite sans honte d'avoir été le premier à faire pression en ce sens!), provoquer la chute d'Aristide, c'est parce que celui-ci ne rencontrait plus aucun soutien parmi la population (en dehors des «chimères», des bandes armées payées pour faire régner l'«ordre» dans les quartiers populaires): les masses haïtiennes ont fait suffisamment l'expérience que ses discours n'étaient que de la poudre aux yeux et que, **comme les réformistes de tous les pays**, il n'était pas autre chose que le **laquais** de leurs exploités.

Comprenant qu'il était désormais trop usé, les bourgeois et les impérialistes lui ont fait dégager le terrain sans ménagement, comme on se débarrasse d'un serviteur devenu incapable. Au passage, ils ont fait la démonstration que les phrases sur le respect de la démocratie, de la légalité, de la constitution, etc. ne sont que des **mensonges creux**: préférées quand elles leur servent à endormir les prolétaires, elles sont immédiatement oubliées dès qu'elles ne leur servent plus.

Dans cette besogne l'impérialisme français a joué un rôle important, même s'il ne pouvait évidemment songer à rivaliser avec l'impérialisme américain dans son pré carré. Dès mars 2002 le journal «France-Antilles» présentait la simulation d'une intervention militaire de la France avec d'autres Etats de la région dans un pays francophone des Antilles: Haïti n'était pas désigné, mais c'était de lui qu'il s'agissait (6). Dans les mois précédant l'intervention, les ministres des Affaires étrangères français et brésiliens, avaient affirmé leur accord pour collaborer à des «missions de maintien de la paix» (sic!) en Afrique (Guinée-Bissau, ancienne colonie portugaise) et en Haïti. Régis Debray, l'ancien compagnon de Guevara, le théoricien de la guérilla devenu conseiller de Mitterrand, puis philosophe spécialisé dans l'étude des religions, avait été chargé fin 2003 par le gouvernement Chirac d'un rapport sur Haïti destiné à donner une légitimation aux appétits impérialistes français pour ce pays. De l'altiplano bolivien aux ors des salons bourgeois en passant par les bordels de Cuba pseudo-socialiste (7), ce vendu sera allé de l'anti-américanisme guerrillériste au soutien de l'impérialisme le plus militariste (8); la seule chose qu'il n'aura pas trahi, c'est la cause du prolétariat et de la révolution socialiste parce qu'elle lui a toujours été absolument étrangère.

L'agitation de la diplomatie française en faveur d'une intervention pour déposer Aristide tranchait avec la prudence ou la réticence affichées tout d'abord par la diplomatie américaine, au point que certains médias américains influents reprochaient même au gouvernement Bush sa mollesse! Les Etats-Unis

TUERIE EN CÔTE D'IVOIRE SOUS L'OEIL IMPASSIBLE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

(Suite de la page 3)

dispose pas d'un monopole. Le continent africain est l'enjeu d'une lutte complexe d'influences entre les grandes puissances. (...) Aujourd'hui Paris ne peut se permettre d'échouer en Côte d'Ivoire» et il se félicitait des résultats positifs de «l'opération Licorne» (l'intervention militaire française) dans ces circonstances (1).

On voit que si les résultats ont été positifs pour l'impérialisme tricolore, ils ne l'ont pas été du tout pour les populations qui payent de leur sueur et de leur sang les appétits rivaux des bourgeois locaux et étrangers. La domination impérialiste ne peut qu'accroître en définitive les souffrances des masses pauvres, accroître l'oppression, la répression et la violence.

Il est à ce sujet non seulement idiot, mais véritablement criminel d'en appeler, face aux tueries d'Abidjan, aux «Nations Unies et à la France» comme le font les démocrates de l'association «Survie» (2) qui ne trouvent rien de mieux comme argument que d'invoquer «l'attentisme gravement coupable» de ces derniers au Rwanda. C'est non pas l'attentisme, mais l'intervention continuelle et à tous les niveaux de l'impérialisme français qui avait alors semé les germes du génocide rwandais, «Survie» est bien placée pour le savoir qui mène une campagne sur ce thème! Mais le démocratismisme, même le plus sincère, ne peut conduire qu'à surpléier, évidemment toujours en vain, la bourgeoisie criminelle de

cesser un moment ses crimes, au nom des grands principes bourgeois...

Ce n'est en réalité que par la **lutte contre l'impérialisme**, c'est-à-dire par la **reprise de la lutte de classe** prolétarienne contre notre propre bourgeoisie qu'il sera possible, non de transformer les loups impérialistes en agneaux, mais de leur briser les dents et de les mettre définitivement hors d'état de nuire. Il faut rappeler aux prolétaires d'ici qu'ils détiennent potentiellement le pouvoir de mettre fin aux souffrances de leurs frères de classe d'Afrique: la lutte prolétarienne contre «notre» impérialisme est une nécessité internationaliste et la solidarité la plus efficace envers ces derniers.

ABASLABOURGEOISIE ET L'IMPÉRIALISME!
10/4/2004

(1) cf «Les Echos», 9/2/2004. On apprend aussi dans cet article que des tractations se déroulaient au Conseil de sécurité de l'ONU entre les Etats-Unis et la France: Washington faisait dépendre la levée de son blocage à l'envoi de casques bleus en Côte d'Ivoire du soutien de Paris à une intervention onusienne au Soudan (où la France était jusqu'ici plutôt du côté gouvernemental et les Etats-Unis du côté des rebelles du Dhofar dont le territoire serait riche en pétrole).

(2) Communiqué du 29/3/2004. «Survie» est une source d'informations précieuses sur l'impérialisme français en Afrique.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 2e liste 2004

Lecteurs Aix: 23,50 / Contre le racisme, l'antisémitisme et l'homophobie: 49,50 / Anonyme: 20,00 / François: 15,00 / Georg: 5,00 / Kraainem: 3,50 / Luc: 10,00 / Paris: 480. Lecteurs: 5 / Patrick: 2,50 / Roger: 75,00 / Victor: 140 / Zurich: 10,00
Total liste: 839 Euros
Total général: 2.265 Euros

attendaient en réalité de voir comment se développait sur le terrain une «insurrection» qu'ils surveillaient de près, avant de se décider à agir. Au delà des intérêts immédiats, sans aucun doute limités, que représente Haïti pour les impérialistes, ceux-ci ne peuvent laisser se développer un foyer de «trouble» dans une région peu stable qui est leur proche. La République Dominicaine voisine d'Haïti est en proie à des difficultés sociales croissantes, le Venezuela n'est pas loin. Les autorités françaises ont avancé comme raison de leur action, la «sécurité» des départements français des Antilles où se trouveraient 100.000 haïtiens, tandis que les Américains se rappellent que les côtes de Floride ne sont qu'à 900 Km d'Haïti (9).

Mais ce que craignent au fond les bourgeois - et leurs larbins réformistes avec eux - ce qu'ils veulent éviter et ce contre quoi ils se préparent y compris avec l'étalage de la force militaire, c'est la **lutte ouverte, violente** des exploités, non contre quelques individus ou contre certaines formes de l'exploitation, mais contre le **système** d'exploitation, c'est-à-dire contre le **capitalisme**.

Il y a deux cent ans les esclaves misérables de Haïti ont eu la force de vaincre une armée napoléonienne bien plus nombreuse et bien mieux armée qu'eux.

Aujourd'hui les esclaves salariés qui aux quatre coins du globe souffrent du capitalis-

me ont entre leurs mains la possibilité de détruire tout ce système - dès lors qu'ils auront la force d'entrer en lutte pour se défendre; dès lors qu'ils auront la force de rompre avec tous les démagogues, avec tous les hommes providentiels, avec tous ceux qui veulent leur faire soutenir des intérêts bourgeois, et de **s'organiser** sur la base et pour la défense de leurs seuls **intérêts de classe** qui les unissent dans le monde entier, au delà des frontières et des divisions artificielles de toutes sortes.

La cause des prolétaires haïtiens est la cause des prolétaires du monde entier. L'intervention militaire impérialiste en Haïti est une **menace contre tous les prolétaires**. Ayant pour but de faire «régner l'ordre» dans ce pays où les possédants redoutent la colère des masses, elle a aussi pour objectif de «maintenir la stabilité» - la **stabilité de l'exploitation capitaliste** ! - dans les Antilles et dans toute la région. Elle préfigure d'autres interventions dans d'autres pays, comme le démontre la participation de soldats de différentes nations. Les prolétaires de ces pays doivent la dénoncer et s'y opposer sans hésiter, car ce sont eux qui sont les premiers visés de ces interventions militaires. Et les prolétaires des pays impérialistes ont le devoir vis-à-vis de leurs frères de classe comme vis-à-vis de leur propre capacité de lutte indépendante future, de se démarquer de

cette agression et de combattre tous ceux qui la soutiennent, même indirectement, par exemple en s'abstenant de la moindre action de dénonciation.

IMPÉRIALISME, BAS LES PATTES D'HAÏTI! SOLIDARITÉ AVEC LES PRO-LÉTAIRES HAÏTIENS!

(1) Statistiques de l'ONU et du Programme Alimentaire Mondial, selon «Clarin» repris dans «Courrier International» n° 695 (26 février 2004) et dépêche A.F.P. du 12/2/4.

(2) Le salaire ouvrier dans ces usines serait de 50 centimes d'euros, inférieur de plus de moitié au salaire minimum, d'après le «Miami Times» du 26/2/4; les horaires de travail hebdomadaires y atteignent parfois les 72 heures, d'après le «Daily News» de New York du 24/2/4: situées dans les zones franches, ces usines sont dispensées de respecter les conventions sociales haïtiennes. Cité dans «La déstabilisation de Haïti: un coup d'Etat orchestré et financé par les Etats-Unis», Risal, 11 mars 2004.

(3) cf Jean Metellus, «Haïti, une nation pathétique», Ed. Maisonneuve et Larose, p. 33.

(4) L'accord spécifiait aussi que les habitants de l'île devaient s'abstenir d'aller dans les autres possessions françaises, pour éviter évidemment qu'ils donnent de mauvaises

idées aux esclaves de ces colonies.

(5) Ils étaient appelés à Haïti, paraît-il, les *black coquins*. Le quotidien «Le Monde» s'est fait un plaisir de révéler qu'Aristide avait généreusement accordé à l'un d'eux la licence de téléphonie mobile.

(6) D'après «Haïti Progrès», 11/2/2004.

(7) Roland Castro, ancien maoïste (dirigeant du groupe «mao-fêtard» «Vive la Révolution!») devenu lui-aussi social-démocrate, s'est vanté de ses visites aux bordels de La Havane avec Debray, quand tous deux posaient aux révolutionnaires...

(8) On peut lire dans le rapport Debray: «*Beaucoup imaginent une rivalité [entre la France et les Etats-Unis] là où il y a en fait complémentarité, et si nos moyens d'influence ne se recoupent pas, ils peuvent et doivent s'additionner (...). Une implication plus affirmée en Haïti ne saurait en effet s'exercer contre les intérêts des Etats-Unis, mais dans un esprit d'équilibre et de prévoyance*». Voir le site internet du ministère des affaires étrangères, www.diplomatie.gouv.fr.

(9) «*Le diplomate qui s'emploie à mettre fin à l'anarchie qui sévit dans une île distante tout au plus de 900 km de la Floride est le ministre français des affaires étrangères*», «Washington Post», cité par «Le Monde» du 1/3/2004 où se trouve aussi l'estimation du nombre d'Haïtiens présents en France et dans les départements antillais.

La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, est partie intégrante du programme communiste original (3)

(Les deux premières parties de cet article sont parus dans les numéros précédents du journal, N° 469 et N° 470)

CHANT FUNÈBRE POUR L'IMMÉDIATISME

La forme démocratique de l'opportunisme est celle, classique (dans l'infamie) de la seconde internationale, enterrée par Lénine et exhumée par Khroutchev: elle affirme qu'il est possible d'aller au socialisme en obtenant une majorité au parlement. Cette conception vulgaire est une grossière parodie de la formule polémique du *Manifeste*: le communisme est le mouvement de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité. Si elle était vraie, cela signifierait que la révolution prolétarienne serait la première... à ne pas être une révolution, en résolvant pacifiquement la contradiction entre les forces productives et les formes de propriété, l'antagonisme social propre à la forme capitaliste! La négation par le marxisme de cette possibilité réside dans la thèse déterministe selon laquelle l'idéologie dominante est à toutes les époques le reflet au niveau de la superstructure de la base économique-productive - aujourd'hui la propriété capitaliste. La rupture de la superstructure sera la conséquence de la rupture de la base: les ouvriers, classe opprimée, se mobiliseront en masse pour faire la révolution violente, mais ce n'est qu'après cette révolution qu'ils acquerront en masse la nouvelle superstructure, l'idéologie communiste. **Consulter** au préalable leurs opinions, même s'il était vrai que la majorité des électeurs soient des prolétaires, reviendrait à rendre la révolution impossible et le capitalisme éternel.

C'est là le fondement de l'opportunisme complet; c'était celui des réformistes du début du siècle, légalistes invétérés, c'est celui des prétendus *marxistes-léninistes* d'aujourd'hui, descendants de Staline élevés par Kroutchev et compagnie...

Mais nous avons dit que les positions *immédiatistes*, elles aussi, se réduisent à une négation des thèses fondamentales, des principes de base du marxisme. Font-elles partie de l'opportunisme? Sans aucun doute pour

ce qui est de la substance, un peu moins pour ce qui est de la forme, c'est-à-dire de la fausse «conscience qu'elles ont d'elles-mêmes». Une espèce de syphilis du troisième degré: elle n'est pas mortelle mais héréditaire. Mieux vaudrait l'inverse!

La position libertaire est individualiste au dernier degré. Avec une générosité peut-être héroïque, le rebelle considère qu'il a échappé à la société une fois qu'il a pris conscience qu'elle est **injuste**: l'esprit avant le corps - ce qui est exactement l'inverse du déterminisme. Par rapport aux autres, il ne veut pas utiliser leur violence: cela voudrait dire accepter la position de Marx-Engels pour qui la révolution est un fait autoritaire par excellence. Tout le monde doit donc se libérer subjectivement, en commençant aussi bien par l'individu que par la superstructure. C'est l'opposé du marxisme (rien d'autre nous importe: chacun a la permission de nier le marxisme... tant que le marxisme véritable n'est pas au pouvoir).

La position ouvriériste qui comprend à droite le travaillisme et à gauche le syndicalisme révolutionnaire, tombe sous la même analyse. La lutte ne doit pas être conduite par un parti révolutionnaire, affirment ces gens-là, mais par les organisations économiques regroupant tous les travailleurs et rien que les travailleurs. Mais l'association des travailleurs (qui plus est dans le cercle étroit de la catégorie) n'empêche pas que le travailleur en tant que salarié vit dans le rapport de production bourgeois qui le prédestine à la superstructure idéologique bourgeoise. Croire qu'il suffit d'associer les travailleurs opprimés par le système capitaliste pour établir les conditions de la société socialiste, voilà qui est une formidable erreur. Demander à ces organisations de prolétaires, à leur démocratie interne, d'élaborer la doctrine, le programme et de diriger l'action, voilà quelle est l'illusion immédiatiste. Un mécanisme de ce type ne pourra jamais échapper au contact immédiat avec la structure bourgeoise de la production - et donc à l'idéologie qui en dérive - qui doit d'abord être détruite avant d'être niée; par cette voie, elle ne serait jamais ni niée ni détruite.

L'immédiatisme qui est à la base de toutes les erreurs gauchistes (commises par tous les groupes historiques mais pas par notre Gau-

che dite italienne) se trouve réfuté par la constatation suivante, conforme au marxisme: de même que des membres de la classe opprimée peuvent se trouver dans les partis de la classe dominante, il peut y avoir à l'inverse dans le parti révolutionnaire des éléments n'appartenant pas à la classe dominée. Par une voie médiate et non immédiate la révolution reçoit l'apport d'éléments qui n'y ont pas un intérêt direct. Cela est incompréhensible pour l'immédiatisme.

C'est pourtant ce que dit le *Manifeste* sur la base de toute l'histoire sociale lorsqu'il décrit la phase révolutionnaire: «*au moment où la lutte de classe s'approche de l'instant décisif (...) une petite partie de la classe dominante déserte son propre camp et s'unit à la classe qui a en main l'avenir (...)*»; et il continue en montrant que des idéologues bourgeois passent du côté du prolétariat et de la révolution, comme cela est arrivé pour des éléments de la noblesse illuministes, philosophes voire sans-culottes.

L'immédiatiste se *double*, et même se *triple* de l'hypocrite et du démagogue quand il prétend que le danger opportuniste ne réside pas dans l'aveuglement immédiatiste, mais dans l'acceptation d'idéologues et de dirigeants non-ouvriers! Où trouver le remède contre le danger opportuniste? Nous répondons sans hésitation: dans le **parti politique**, une fois qu'il a surmonté les maladies opportunistes et immédiatistes, et qu'il a reconnu le critère décisif selon lequel la cause de la révolution prime toutes les majorités consultatives.

Nous avons fait récemment une citation d'Engels à la fin de sa vie aussi obscure et désintéressée que celle de Marx: «*Dans notre parti, nous pouvons admettre des éléments de toutes les classes de la société, mais nous ne pouvons pas y tolérer des groupes d'intérêts capitalistes, de paysans moyens ou de petits bourgeois*». Réduisez le parti dépositaire de la révolution à un ensemble de lois économiques et de conseils d'entreprises; vous pourrez affirmer tant que vous voulez qu'il est strictement ouvrier, vous l'aurez rendu esclave dans les faits des influences bourgeoises et petites-bourgeoises. Les exemples historiques sont innombrables, à commencer par l'exemple anglais. Nous ne rappellerons pas ici la condamna-

tion extrêmement claire par Lénine du grotesque «économisme» et du «socialisme d'entreprise»; nous l'avons exposée dans nos travaux sur la Russie à l'aide des oeuvres théoriques comme «**Que faire?**» et de la praxis historique révolutionnaire des bolcheviks.

La voie révolutionnaire directe ne peut être liée qu'à la classe laborieuse. Mais il ne s'agit pas d'un lien immédiat, d'une adhérence inerte. Il y faut les potentialisateurs indispensables, à savoir les termes médiats dynamiques et dialectiques que sont la théorie révolutionnaire du déterminisme historique, le programme de la société communiste et l'organisation en parti qui concrétise le sujet et le moteur, la volonté et la puissance de la révolution intégrale.

LIBERTÉ ET VALEUR

Les staliniens ont été émus par l'un des sujets du congrès philosophique; ils n'ont pas réussi à comprendre que le thème **l'Homme et la Nature** est posé à des fins bourgeoises, car il équivaut au vieux binôme conformiste: Moi et le Cosmos, qui conduit à en faire deux sphères autonomes ou, pire encore, à faire du Cosmos une fonction déformée du Moi. Et ce ne sont évidemment pas les ex-marxistes opportunistes ou immédiatistes qui pourraient y opposer la formule correcte: **la Nature et l'Espèce**. Celle-ci ne débouche sur pas le dualisme, mais un sur un monisme où la science de l'espèce est un secteur de la science de la nature avec la même méthodologie scientifique - ou une *philosophie* unique, tant que n'auront pas été abolis le mot et la profession. Ce n'est que tant qu'on parle de philosophie qu'on traite de la noblesse et de la dignité des éléments. Mais si nous voulions céder un moment à l'usage de ce vocabulaire, nous dirions qu'il y a plus de Beauté, d'Harmonie, et de Dignité dans la nature extra-humaine que n'en a jusqu'ici offert l'histoire de la nature humaine.

Nous aborderons à notre certaine façon le second thème du congrès, lui aussi binomial: **Liberté et Valeur**. Ici aussi, les ex-marxistes se sont abreuvés de l'idéologie petite-bourgeoise: il s'agirait d'une quête

(Suite en page 6)

La disparition de l'individu en tant que sujet économique, juridique et acteur de l'histoire, est partie intégrante du programme communiste original (3)

(Suite de la page 5)

éternelle et fébrile dans laquelle l'humanité s'est tragiquement lancée; toutes les batailles révolutionnaires auraient eu le même but: avancer vers la Liberté absolue et la Découverte des authentiques Valeurs de la vie. Les plus audacieux des philosophes ont admis que cette course n'est pas finie, parce que si l'homme n'est plus esclave ou sert féodal, il n'est cependant pas encore libre. Non pas parce qu'il est un salarié producteurs de marchandises, mais parce qu'on a encore recours au pouvoir totalitaire, à la répression des opinions et à la violence dans les guerres entre les Etats et les classes. Ce serait donc à cause d'une vague aspiration à

la fin de l'«exploitation» et des guerres, qu'il serait impossible de parler de liberté et de valeurs. Les staliniens ont présenté cette tolérance et ce pacifisme éculés comme la convergence avec l'exigence marxiste fondamentale que serait l'humanisme! Et voilà un autre horrible lieu commun qui prend sa place parmi ceux déjà si nombreux du répertoire philistin.

Il faut crier haut et fort que le marxisme révolutionnaire n'a rien à voir avec la vague notion d'humanisme qui au cours de l'histoire a pu se définir de façons diverses, mais toutes absolument étrangères au marxisme.

Historiquement, les premiers qui se dirent humanistes furent les bourgeois qui réagissaient dans le domaine de l'art et de la philosophie contre la domination théologique, en retrouvant les valeurs réelles et non mystiques de la vie païenne classique. Ces valeurs ont été utiles à la révolution bourgeoise au sens large, mais elles n'ont rien à voir avec la révolution prolétarienne qui combat la bourgeoisie athée comme la bourgeoisie mystique. Plus récemment, la notion rebattue d'humanisme n'a servi à rien d'autre au cours de ce siècle qu'au camouflage de tous les mensonges utilisés par des secteurs bien précis du gangstérisme capitaliste pour jouer l'infâme comédie de la condamnation de l'agression, des atrocités, des attaques contre les personnes et du génocide, argument premier des trahisons opportunistes.

Marx a répondu de façon classique à ces Messieurs que le cours nécessaire de l'histoire jusqu'à nos jours et pour toute une phase encore (et ce serait encore pire, si comme le voudraient les philistins, notre théorie ultra-optimiste selon laquelle nous en sommes à la dernière des sociétés de classes se révélait fausse), passe sur des personnes et des individus, donc sur des corps et sur des «esprits» humains; et, nous nous permettons de l'ajouter même si nous n'avons pas la citation sous la main, sur des peuples entiers: la civilisation puritaine de l'Amérique super-humaniste en sait quelque chose!

LA POSITION MARXISTE

Notre petite réunion de Parme a utilisé le premier thème du congrès tenu Venise par une bande d'illustres professeurs comme l'occasion pour mettre en lumière notre thèse anti-individualiste qui résout la vieille contradiction entre monistes et dualistes, entre matière et esprit. Indépendamment de ses rapports évidents avec le premier, le second thème nous a permis de réaffirmer notre thèse anti-mercantiliste. De même que seule notre révolution réalisera le dépassement du «personnalisme», de même, elle seule permettra d'échapper à ce fléau multiforme que constitue le mercantilisme.

La catégorie valeur, aujourd'hui en grande mode, n'est que la superstructure vide de la base économique valeur d'échange propre aux économies de marché. Nous ne nous rangeons pas dans le cortège des chercheurs de valeurs nouvelles, et encore moins à sa tête. Quand le produit du travail humain et le travail lui-même n'auront plus comme finalité l'échange, direct ou par un intermédiaire monétaire, avec un autre produit, quand le travail et la production auront un but et une joie en eux-mêmes sans qu'existe une barrière à la consommation, il n'y aura plus alors de valeurs idéologiques autour desquelles déblatérer dans des congrès ou dans la littérature. La catégorie liberté qui, historiquement, a eu toujours la signification de luttes d'hommes contre des oppresseurs humains, perdra son sens subjectif dans une société sans antagonismes parce que sans travail vénéral; elle n'aura plus pour sujet la personne ou la classe opprimée, mais l'Homme Social qui en jouira dans les limites des nécessités physiques naturelles; de la même façon la

catégorie valeur disparue du domaine économique disparaîtra aussi comme thème d'exercices verbaux derrière lesquels il n'y a rien.

Nous pouvons lire quelques pages plus loin dans notre Critique de l'économie politique: «Activité systématique en vue de s'approprier les produits de la nature sous une forme ou une autre, le travail est la condition naturelle de l'existence humaine, la condition - indépendante de toute forme sociale - de l'échange de substances entre l'homme et la nature. Le travail créateur de valeurs d'échanges, au contraire, est une forme spécifiquement sociale» (souligné par nous).

Le texte donne l'exemple du tailleur qui produit des habits mais qui ne produit pas de valeur d'échange, dans sa qualité de travail spécifique, mais la produit aujourd'hui, comme travail abstraitement générique, qui est le propre d'un certain rapport social (mercantilisme artisanal ou capitaliste), «qui n'a pas été cousu avec l'aiguille du tailleur».

Dans l'antiquité les tisserands produisaient l'habit sans produire la valeur d'échange de l'habit, ajoute Marx. Et nous ajouterons avec certitude que dans la société communiste on produira les habits, comme toute autre chose, sans produire de valeur d'échange. Le socialisme - toujours le dialogue avec Staline (1) - est l'économie sans valeurs d'échanges (dans le stade inférieur et supérieur).

Si donc la conception marxiste expulse la valeur de l'infrastructure économique, quelles valeurs peut-elle chercher dans la superstructure? Une valeur économique naît par la loi de l'échange, et par rien d'autre. Il y a valeur là où il y a oppression. L'abolition de l'exploitation économique est une formule inadaptée et incomplète historiquement (voir plus haut); il est plus exact de dire qu'il s'agit d'abolir la valeur d'échange et la production de valeurs par le travail. Si elles ne sont plus produites par le travail, quelles valeurs pourraient subsister dans la sphère, que nous abandonnons aux philistins, de la recherche «philosophique»? En conclusion, le binôme liberté et valeur ne peut avoir de sens que dans le cadre d'une société où, comme celle d'aujourd'hui, la tromperie de l'homme par l'homme est, non pas un incident plus ou moins criminel, mais la raison fondamentale de sa structure dans la production et la consommation et donc dans la pensée.

La quête de la liberté et de la valeur n'intéresse donc pas le marxisme révolutionnaire; selon la doctrine de son parti, la lutte du prolétariat n'a rien à voir avec la participation à un concours universel pour une nouvelle formule dans cette quête illusoire que les sociétés de classes ont présenté aux hommes tout au long des vicissitudes de leur préhistoire. Cette quête approcherait de son terme avec l'époque bourgeoise actuelle à qui il ne resterait plus guère qu'une petite marche à gravir, alors qu'elle est la plus néfaste, la plus dangereuse, celle qui mérite le plus la destruction totale et une négation sans pitié de toutes les valeurs mensongères vers lesquelles - en dégénéralant désormais jusqu'à l'extrême limite - elle grimpe tortueusement dans ses mascarades officielles.

INDIVIDU ET PARTI

Le piège grossier que nos adversaires tendent au formidable édifice de la théorie marxiste du parti révolutionnaire, après que notre critique ait résolu le problème du rapport entre individu et société, consiste à ressortir tendancieusement celui du rapport entre individu et parti, en d'autres termes le vieil argument des chefs et des hiérarchies. Cet argument concerne toute forme d'organisation et pas seulement le parti politique, dans la mesure où toute organisation a son fameux «appareil». Nous avons montré en de multiples occasions - voir entre autres la Réunion de Pentecôte (2) - que, si danger il y a, la forme parti est la mieux à même de l'éviter; l'histoire de toutes les formes d'organisation est pleine de phénomènes de dégénérescence qui ont accompagné les vagues d'opportunisme. Le phénomène classique des «bonzes», c'est-à-dire de dirigeants grassement

payés et devenus intouchables en raison d'une stupide crainte révérencielle, contre lequel nous avons lutté à l'arme blanche du temps de Lénine, constituait le tissu conjonctif de la seconde Internationale. Répandu dans les formes syndicales et électorales il étouffait la vitalité des centres nerveux du mouvement politique dont il s'était emparé. C'est là le fondement de la critique léniniste contre l'opportunisme de tous les pays.

Il ne faut pas oublier, en répondant à cette accusation des détracteurs du marxisme, que nous ne défendons pas le «parti» en général, un parti historique quelconque parmi tant d'autres, mais la forme particulière et unique que constitue le parti révolutionnaire, le seul parti qui incarne la tâche historique de la classe prolétarienne moderne, faisant d'elle non seulement une fin en soi, mais le moyen de la réalisation du programme communiste. Dans sa première rédaction du Manifeste sous forme de Catéchisme, Engels écrivait que le socialisme est la doctrine des conditions de l'émancipation du prolétariat. La phrase selon laquelle l'émancipation des travailleurs est l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes est tout aussi connue. Ce sont des positions dialectiques contre la prétention que le prolétariat moderne aurait déjà été émancipé par le libéralisme bourgeois dans son étape finale et contre l'affirmation populiste encore pire qui est aujourd'hui triomphante, selon laquelle il pourrait être émancipé par la masse «populaire» petite-bourgeoise.

L'affirmation très connue de Lénine selon laquelle la révolution doit servir le prolétariat et non le prolétariat servir la révolution, doit être comprise dialectiquement (chacune de nos thèses doit être utilisée après avoir clarifié l'antithèse qui l'a déterminée historiquement) dans le sens que la classe ouvrière n'est pas une force au service de n'importe quelle révolution (il s'agissait alors de celle qui avait créé la république allemande de Weimar), mais que nous devons mener la lutte révolutionnaire sur l'objectif propre à la classe prolétarienne, c'est-à-dire le programme communiste.

L'objection selon laquelle les chefs vont tout faire échouer fait partie de l'arsenal séculaire de la polémique anti-socialiste des bourgeois qui disaient aux travailleurs: vous avez la prétention de vous unir pour vous défendre? Eh bien, vous aurez besoin de quelqu'un qui vous organise et vous devrez le payer avec les mêmes sacrifices qu'aujourd'hui vous dites faire pour nous les patrons. La très moderne réticence de vieilles filles aigries de la révolution envers la revendication courageuse, ouverte et sans fards, de la dictature du parti communiste comme la seule forme véritable de la dictature du prolétariat, n'est qu'une énième édition de cette vieille objection réactionnaire.

La seule forme en réalité qui peut éviter les dégénérescences bonzistes est celle du parti qui déclare ouvertement prétendre à la direction complète de la lutte révolutionnaire, à l'inverse de l'offre hypocrite de consulter démocratiquement les masses plus ou moins populaires, pour se mettre au service de la volonté qu'elles auront manifestée, quelle qu'elle soit. La formule servir le prolétariat, surtout dans l'expérience pratique, a été historiquement utilisée par tous les traîtres à la révolution, par tous les vendus et tous les démagogues. Elle est le reflet d'une sale mentalité bourgeoise. Servir (qui mieux sert, profite plus) est la devise du Rotary Club international, c'est-à-dire d'une organisation mondiale des prédateurs de plus-value, qui ont tout intérêt à prétendre qu'ils n'ont pour but n'est que le fameux bien commun.

La longue et sanglante histoire des vicissitudes du parti ouvrier ne s'achèvera que lorsque le parti aura dépassé la phase honteuse où règne la méthode stupide de courtiser les prolétaires pour s'en faire des électeurs ou des cotisants, méthode bien incapable de les émanciper révolutionnairement des chaînes de leur servitude, moins visibles et contre lesquelles aucun héroïsme ne suffit: les chaînes qu'ils portent à l'intérieur d'eux-mêmes.

Nous ne referons pas ici l'histoire des erreurs et des dangers des formes «sans

« Il Comunista »
n°89 (Bimestrale)
Febbraio 2004

- Parmalat, Cirio ... La crisi del capitale finanziario, che domina sulla società in epoca imperialista, è crisi del capitalismo. La soluzione non sta in controlli di borsa più stretti, ma nel farla finita col capitalismo in tutti i suoi campi di sviluppo!
- Autoferrotranvieri. Emblematico esempio di rottura della disciplina collaborazionista e della pace sociale
- I metalmeccanici, nella trappola degli accordi voluti dal collaborazionismo sindacale, che l'esempio degli autoferrotranvieri contagi anche i metalmeccanici.
- Sull'attacco del 12 novembre 2003 alla postazione dei carabinieri italiani a Nassiriya in Iraq. Stran coincidenze.
- Solidarietà alla lotta degli autoferrotranvieri significa incamminarsi verso la riorganizzazione proletaria classista sul terreno immediato
- Autoferrotranvieri in sciopero: Incondizionata solidarietà! Lo sciopero improvviso e ad oltranza. Si dimostra il mezzo più efficace. Per imporre il rispetto dei propri diritti. E degli accordi già presi!
- La nostra posizione sulla lotta degli autoferrotranvieri e sull'intervento di partito
- Vita di partito. Imperialismo e comunismo
- Le battaglie di classe della Sinistra comunista 1923. Il processo ai comunisti in Italia. Il governo fascista prende di mira militanti ed esponenti del Partito comunista d'Italia, allora guidato dalla sinistra.
- Il pericolo giallo torna a soffiare sull'Occidente... Un tempo era il Giappone. Ora è la volta della Cina
- Canicola: è il capitalismo che uccide
- A proposito dei morti per il caldo dell'estate scorsa.
- Sinistra.net
- Dalla Bolivia un appello al proletariato latinoamericano e mondiale
- «Il comunista: indice degli articoli pubblicati nel 2003

il comunista
 organo del partito comunista internazionale

Parmalat, Cirio ...
 La crisi del capitale finanziario, che domina sulla società in epoca imperialista, è crisi del capitalismo. La soluzione non sta in controlli di borsa più stretti, ma nel farla finita col capitalismo in tutti i suoi campi di sviluppo!

Autoferrotranvieri
 Emblematico esempio di rottura della disciplina collaborazionista e della pace sociale

I metalmeccanici, nella trappola degli accordi voluti dal collaborazionismo sindacale

CONTRO ANCHE I METALMECCANICI

NELL'INTERNO

parti». A titre d'exemple voilà quel est le remède proposé, semble-t-il, par certains idéologues chinois: la décentralisation de l'Etat en communes locales, qui permettrait d'éviter le péril des chefs tout puissants, des si redoutées cliques et bandes avides de pouvoir, des révolutions de palais, et d'autres dangers similaires! Il suffit de répondre à cet enfantillage par l'anecdote racontée aux enfants depuis des siècles: celle de Jules César, le dictateur par définition dont les modernes ne sont que de pâles imitateurs, s'exclamant fièrement en traversant un pauvre petit village alpin: je préférerais être le premier dans ce village que le second dans Rome!

Si la personne est un danger - elle n'est en fait qu'un rêve millénaire des hommes dans l'obscurité qui les sépare de leur histoire en tant qu'espèce - le moyen de combattre ce danger ne réside que dans l'unité qualitative universelle du parti qui réalise la concentration révolutionnaire, par delà les limites de localité, de nationalité, de catégorie de travail, de l'entreprise-prison des salariés; dans le parti où vit, anticipée, la société future sans classes et sans échange.

LE PARTI « CHARISMATIQUE »

Des bourgeois avérés et certains hommes de gauche ayant mal tourné voient un remède, une «garantie» contre les formes récentes de la dégénérescence bourgeoise, contre les oligarchies, les cliques prétorienne, les gangs criminels, les requins assoiffés de pouvoir et autres figures de bandes dessinées qui alimentent la presse et le bavardage perpétuel contemporain à destination de la crédulité des imbéciles, dans la «démocratie» stupidement empruntée aux arsenaux bourgeois, pour être appliquée dans les domaines plus limités de la classe et du parti lui-même, où l'illusion est encore plus vaine que dans le domaine constitutionnel universel.

Le mécanisme consultatif, électif, à certainement une réalité, dans des limites historiques bien définies; s'il ne peut jamais sortir du cadre mercantile et constitutionnel bourgeois, il peut cependant servir à tempérer - dans un but nettement contre-révolutionnaire -

certains excès profitables à des éléments individuels de la classe dominante, mais nuisibles à la défense générale de cette classe. Mais même pour ces cas particuliers, il faut noter que les garanties pour éviter ou corriger les excès ne résident pas dans des autonomies périphériques ou de catégorie, mais dans l'existence de structures d'organisation et de pouvoir représentant des instances supérieures et des pouvoirs correctifs vis-à-vis de structures inférieures.

L'organisation interne du parti a pu et pourra se servir, à des fins purement mécaniques, d'un système similaire qui sans aucun doute, une forme hiérarchique. Mais ce système ne peut en aucune façon constituer par ses vertus propres une «garantie» contre les crises historiques, dont la cause est ailleurs. Depuis des décennies et des décennies, la Gauche a établi clairement que le parti, dans sa forme contingente, n'est pas non plus infaillible; il se ressent dialectiquement dans sa structure des conséquences de son action sur l'extérieur, il subit des maladies et des crises; s'il dévie de la doctrine classique invariante, s'il relâche son organisation interne ou s'il obscurcit sa tactique, il le paye par des scissions régénératrices et par de longues attentes historiques. D'où notre condamnation des blocs, des fronts, des fusions ou du noyautage d'autres partis, etc. Nous ne rappellerons pas ici comment tous les effondrements dans l'opportunisme ont été historiquement liés à des épisodes de cette nature, la «storia», l'histoire de la lutte de la Gauche (3), en préparation, en fera la démonstration.

Ce problème difficile de la vie contemporaine est envisagé de façon banale par les idéologues bourgeois qui, métaphysiquement, parlent de l'évolution de la structure de tous les partis modernes en général, dans tous les pays et quel que soit leur programme, ou comme nous dirions mieux, leur base de classe.

La forme saine et pure du parti politique, fondé sur la démocratie interne et la libre adhésion des adhérents en vertu d'opinions bien étayées, de confessions, aurait été à l'oeuvre à l'époque de la révolution libérale.

Ce schéma est présenté comme celui de la prédominance de la «culture» sur la «politique». Il n'exclut pas que le parti en général ait une structure hiérarchique, mais le justifie par l'explication naïve suivante: le chef est le plus savant, le plus sage, et la direction politique, dans ce XVIII^e siècle bourgeois doux et libéral, aurait été celle de maîtres sur des élèves, si bien que l'autorité était intellectuelle dans les partis. Cet appareil politique serait même un correctif de la pesante bureaucratie administrative!

Il est cependant évident que la panacée était la démocratie, et que dans ces partis-écoles, les élèves élaient les maîtres. Cette illusion s'est dissipée au cours de notre siècle parce que seraient apparus les «partis de masse» où la base a perdu les droits démocratiques et où les chefs sont «bombardés» d'en haut, et mystérieusement acceptés. Toute l'explication qui nous est donnée de cette palingénésie historique consiste à dire que le troupeau suit le chef et la cour réduite qui le soutient en raison de son «charisme» c'est-à-dire d'une grâce pour ainsi dire divine, qu'il est le seul à posséder et à pouvoir administrer à d'autres s'il le veut. Au XX^e siècle, la culture serait allée se faire voir, la politique aurait piétiné la «culture». Le chef n'est plus le plus savant, mais sa parole fait loi parce qu'il est le Chef: même s'il est un crétin, il devient le meilleur (4).

(A suivre)

(1) cf «Dialogue avec Staline», Textes du P.C. International n° 8.

(2) Le texte du rapport à cette réunion a été publié sous le titre «Les fondements du communisme révolutionnaire», Textes du PC International n° 3 aujourd'hui épuisé; sa republication est en préparation.

(3) «Storia della Sinistra comunista»: plusieurs chapitres du volume I dont il est question ici ont été publiés en français sur «Programme Communiste».

(4) Togliatti, le dirigeant du parti stalinien italien, se faisait appeler «Il Migliore», conformément au répugnant culte de la personnalité qui faisait alors rage.

Aux Editions programme (extraits)

EN FRANÇAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

- | | |
|--|--------|
| 1. Communisme et fascisme | 8€ |
| 2. Parti et classe | 5€ |
| 3. Les fondements du communisme révolutionnaire | 2€ |
| 4. Eléments d'orientation marxiste | 3€ |
| 5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme») | 3€ |
| 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe | épuisé |
| 7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) | 9€ |
| 8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories stalinienne sur le socialisme en URSS) | 6€ |
| 9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) | 10€ |
| 10. Eléments de l'économie marxiste | 10€ |

Brochures «le prolétaire»

- | | |
|---|----|
| 5. Question féminine et lutte de classe (1977) | 1€ |
| 6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois (1980) | 1€ |
| 9. Elections et gouvernement de gauche, mystifications bourgeoises (1977) | 1€ |
| 11. Auschwitz ou le grand alibi (Texte de 1960) | 1€ |
| 12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration (1980) | 1€ |
| 13. Le marxisme et l'Iran (1980) | 1€ |
| 15. Contre la farce électorale, pour la lutte de classe, pour la révolution (1981) | 1€ |
| 16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syn- | |

- | | |
|--|------|
| dicale) (1981) | 1€ |
| 17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981) | 1,5€ |
| 18. Vive la lutte des ouvriers polonais! (1982) | 1€ |
| 19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste | 2€ |
| 21. Lénine sur le chemin de la révolution (Texte de 1924, discours après la mort de Lénine) | 1,5€ |
| 22. Marxisme et science bourgeoise | 1,5€ |
| 23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme (1999) | 1,5€ |
| 24. Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe | 1€ |
| 25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne (Mai 2001) | 1,5€ |
| 26. A propos de la polémique sur notre texte «Auschwitz ou le grand alibi»: Ce que nous nions et ce que nous affirmons (2001) | 1,5€ |
| 27. Algérie: Seule la lutte de classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois! (2001) | 1,5€ |
| 28. Swissair. De la faillite du fleuron suisse à la défaite sans combat des travailleurs. Quel bilan tirer? (2002) | 1,5€ |
| 29. Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe | 2€ |
| 30. Le marxisme et la question palestinienne (en préparation) | |
| Suppléments au «prolétaire» | |
| • Mouvements revendicatifs et socialisme | 1,5€ |
| • Révolution et contre-révolution en Russie | 1€ |

- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien (1995 - Texte de 1972) 1€
- Algérie: Les enseignements du «Mouvement de Printemps» (1981) 1€

EN ITALIEN

- Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919) épuisé
- vol. Ibis (raccolta di scritti 1912-1919) 10€
- vol. II (1919-1920) 18€
- vol. III (1920-1921) épuisé
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi 20€
- I testi del partito comunista internazionale**
- 1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario 5€
- 2. In difesa della continuità del programma comunista (disponibile ora solo in fotocopia) 9€
- 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico. Comunismo e conoscenza umana épuisé
- 4. Partito e classe 5€
- 5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati 5€
- 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti (disponibile ora solo in fotocopia) 9€
- 7. Lezioni delle controrivoluzioni 5€

Reprint «il comunista»

- Alcuni punti fermi sull'imperialismo e sul terrorismo (da «il comunista» n. 77, ottobre 2001) 3,00€
- Gli Stati Uniti d'America al limite di due epoche (da «il comunista» n. 77, ottobre 2001) 2,00€
- Imperialismo, sciovismo e antimperialismo di classe sul «diritto all'autodeterminazione dei popoli» (da «il comunista» n. 14, agosto/ottobre 1988) 3,00€
- Ai proletari di oggi. Ai combattenti di classe

(Suite en page 8)

«Marxisme et science bourgeoise»

Sous ce titre est parue une brochure qui contient les articles suivants: - **Marxisme et science bourgeoise**, rapport à la réunion générale du parti de Turin (avril 68). - **Relativité et déterminisme** (à propos de la mort d'Einstein), article d'Amadeo Bordiga de 1955. - **Religion, science, marxisme**, article de 1959. Brochure «le Prolétaire» n° 22 (36 pages): 1,5 €

Réédition:

«Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe» (76 pages - 2 €)

le prolétaire

parti communiste international | programme communiste

Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe

29

«el programa comunista» Suplemento al n° 45

Abril de 2004

Ⓜ Imperialismo francés y estadounidense, fuera de Haití! Ⓜ Solidaridad con los proletarios haitianos!
Ⓜ Masacre de proletarios en Madrid por el terrorismo reaccionario

(Europa: 0,50 € - A.L.: US \$ 0,5)

«programme communiste»

Revue théorique du parti communiste international
N° 98 - Mars 2003

Au sommaire de ce numéro :
- Points de repères marxistes sur l'imperialisme et le terrorisme
- Propriété et capital (2)
- Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (2). Annexes: - En défense de l'incendiaire du Reichstag. Van der Lubbe. Les fascistes exécutent, socialistes et centristes applaudissent («Bilan», n°3, janvier 1934) - Pour les funérailles des victimes du «Diana» («Il Comunista», 30 mars 1921)
- Histoire de la Gauche Communiste: La naissance du parti communiste d'Italie (4). Articles de «Il Comunista» en annexe: La fonction de la social-démocratie en Italie (6/2/1921) - La bataille communiste pour le Congrès de la Confédération du travail (10/12/1921) - La question du pouvoir (13/11/1921) - La marche au pouvoir (17/12/1921) - L'usage de la violence (24/12/1921)
- Note d'actualité: Réforme des allocations de chômage et réduction du temps de travail: les grandes escroqueries de la bourgeoisie européenne.
- Notes de lecture: - «L'Internationale» - «Marxist»

Prix un exemplaire (84 pages) :
8 € / 15 FS / 5 £ / 2000 CFA / USA +
Cdn US \$ 8 / Am. latine US \$ 2

La lutte exemplaire des traminots en Italie

Cette lutte, à caractère national, qui a éclaté à la fin de l'année dernière et au début de cette année a été la première depuis longtemps à avoir présenté des caractéristiques classistes, même minimales. Ces caractéristiques ont été fondamentalement au nombre de trois:

1) la rupture de la paix sociale et de la discipline collaborationniste sur l'autoréglementation des grèves;

2) la solidarité entre prolétaires de divers dépôts des transports publics et des diverses villes en soutien de méthodes dites «dures» et «illégalles» de mener la grève; et la solidarité, même si c'est seulement en paroles de prolétaires d'autres catégories (comme par exemple les métallos à Milan).

3) la poussée à l'organisation de la lutte en dehors de la délégation traditionnelle aux organisations collaborationnistes (utilisation surtout des assemblées sur les lieux de travail pour prendre les décisions nécessaires à la poursuite de la lutte).

L'influence y compris organisationnelle des Confédérations syndicales et du syndicalisme dit de base était évidemment présente dans la lutte. Cela signifie que certaines caractéristiques immédiatistes du syndicalisme tricolore y étaient et y sont restées présentes. Par exemple: la séparation entre les «organisateurs» de la lutte intransigeante et les syndicalistes qui allaient à la table des négociations (avec le gouvernement, avec les sociétés de transport public, etc.) fait partie de cette influence négative; ou le lancement par les Confédérations d'un référendum pour obtenir des travailleurs le oui ou le non à l'accord négocié par celles-ci avec le gouvernement; ou la séparation de la négociation nationale et des négociations locales comme complément éventuel de la première, comme cela a eu lieu à Milan. D'autre part le rôle pris dans la lutte par les A.G. peut être détourné par le collaborationnisme syndical, et c'est ce qui a eu lieu en partie à cause du syndicalisme de base qui a continué à mélanger des mots d'ordre respectant l'autoréglementation (grève uniquement dans les faisceaux horaires où le trafic est minimal) et le soutien aux tendances à la grève illimitée provenant des travailleurs.

La combativité qui s'est exprimée dans ce mouvement a des racines matérielles bien précises: des conditions de travail et des salaires qui n'ont cessé de se détériorer au cours des dernières années (diminution des pauses, augmentation des cadences et de la productivité, augmentation de la fatigue et du stress pour les conducteurs), un accord

signé depuis deux ans et jamais appliqué, 7 grèves nationales menées par les syndicats collaborationnistes sans aucun résultat. Il ne faut pas oublier en outre les traditions de lutte dans cette catégorie. Il existe une longue tradition de syndicalisation qui a conduit à l'affaiblissement des syndicats officiels et à la création du dit «syndicalisme de base» qui a attiré des couches de travailleurs combattifs.

De plus, après l'inefficacité constatée des grèves officielles, ce mouvement a exprimé une poussée spontanée si forte qu'il a contraint tant le syndicalisme tricolore officiel (la «triplice»: CGIL/CISL/UIIL) que le syndicalisme de base type Sin-Cobas, etc., à forcer en quelque sorte les négociations avec les autorités de façon à pouvoir présenter un résultat appréciable aux travailleurs, de façon à conserver leur influence (leurs cotisations et demain leur mainmise sur les fonds de pension) et leur «pouvoir contractuel» vis-à-vis du gouvernement des et des sociétés de transport. Ce n'est qu'après les grèves illimitées déclenchées à Milan le premier décembre et qui se sont étendues à d'autres villes que les Confédérations syndicales ont été littéralement poussées à négocier avec le gouvernement. Mais la triplice syndicale, selon son habitude, a mené les négociations de façon à briser la lutte et à faire rentrer le mouvement dans les limites des réglementations légales. C'est pourquoi elle signait le 20 décembre un «accord national» qu'elle jugeait suffisant pour faire céder les travailleurs: 81 euros d'augmentation (au lieu des 106 prévus par le contrat, plus 970 euros pour les arriérés au lieu des 2.900 demandés par les grévistes), et relançait les négociations au niveau local pour d'éventuelles améliorations. Mais les travailleurs n'ont pas arrêté leur lutte, qu'ils soient ou non membres de ces syndicats ou du syndicalisme de base: ils ont continué à pousser à la lutte jusqu'à satisfaction complète de leurs revendications (forts de ce qu'ils demandaient d'une certaine façon non une «augmentation», mais le paiement de ce qui leur était dû selon les accords signés en 1993!). Les grèves reprirent donc sous différentes formes: grève sauvage illimitée pendant 2 jours à Milan, 1 jour à Monza, Brescia et Bergame, ailleurs selon les règles légales, ailleurs encore en «respectant le code de la route», c'est-à-dire en ralentissant l'allure des transports, etc.

Selon les informations que nous avons pu recueillir il semble que dans certaines villes, y compris à Milan, quand elles avaient éclaté, les grèves sauvages aient été d'une

façon ou d'une autre couvertes par les organisations syndicales de la catégorie (triplice ou syndicats de base). Cela n'a pas empêché ces organisations (surtout la triplice) de faire leur boulot de désorganisation et de continuer à soutenir que les luttes ne doivent pas « gêner les citoyens » et les autres travailleurs qui utilisent les moyens de transport, tandis que les structures syndicales provinciales, régionales et nationales continuaient à dénoncer les formes de lutte dures suivies par les travailleurs.

Cette lutte a mis en évidence l'existence d'une crise d'une certaine ampleur dans le syndicalisme tricolore: entre les délégués syndicaux tricolores dans les dépôts qui ne pouvaient s'opposer à la grève illimitée et les représentants syndicaux extérieurs qui essayaient au contraire de réduire la lutte aux méthodes traditionnelles de l'autoréglementation, tandis que les délégués des Sin-Cobas acceptaient plus facilement la méthode de la grève illimitée - quand la poussée à la base était très forte - tout en étant prompts à revenir aux méthodes collaborationnistes quand cette poussée s'affaiblissait. En bref, les collaborationnistes, «de base» ou non, ont constamment peur d'affronter les assemblées de travailleurs.

Le méthode de la grève sans préavis et illimitée ne fait pas partie des habitudes et des méthodes du collaborationnisme, que ce soit le collaborationnisme traditionnel de la triplice ou le collaborationnisme «alternatif» des Cobas. Ce n'est que sous la pression des travailleurs, prêts à prendre le risque de la répression que comportent ces formes de lutte, qu'elles ont été utilisées. Nouvelle confirmation du déterminisme marxiste: ce sont les conditions matérielles de vie et de travail qui poussent à un certain point les salariés à entrer en lutte avec des méthodes plus efficaces - donc plus dures - que celle suivies jusqu'alors sous l'influence du collaborationnisme.

Le niveau d'organisation de ces luttes, étant donné le manque d'habitude des prolétaires à utiliser les méthodes classistes, est nécessairement «primitif»; on ne peut s'attendre que dès aujourd'hui naissent des organismes syndicaux de classe. Mais il correspond évidemment au processus, long difficile, contradictoire, de réorganisation classiste auquel le prolétariat tend historiquement et auquel le parti de classe devra donner son concours indispensable. Il faut répéter en effet que l'associationnisme économique immédiat du prolétariat pourra se concrétiser sur le terrain de classe, acquérir un caractère classiste solide à la condition que ses avant-gardes reçoivent les indications exprimées par le parti; à la condition qu'elles fassent leurs, les leçons que seul le parti du prolétariat a pu tirer de l'histoire du mouvement ouvrier.

C'est pourquoi le parti de classe ne peut

se refuser à l'intervention pratique dans les luttes ouvrières et dans toutes les failles qui s'ouvrent à son action; c'est pourquoi le parti ne peut se limiter à lancer des indications générales sur la nécessité de la réorganisation classiste du prolétariat, mais doit prendre la responsabilité d'indiquer les objectifs, les méthodes et les moyens de lutte nécessaires à la défense des conditions de vie et de travail des prolétaires et cohérents avec la nécessité de l'organisation de classe, en partant des luttes réelles et du niveau où se trouve effectivement le prolétariat.

Etre un pas en avant du prolétariat, sans se laisser entraîner dans l'immédiatisme ou l'intermédisme, voilà la tâche du parti communiste et c'est en cela que réside toute la difficulté de sa tactique.

LIBRAIRIES OÙ EST DÉPOSÉE LA PRESSE DU PARTI (extrait de la liste)

Alger: Librairie «El Ijtihad», 9 rue A. Hamani / **Genève:** «Librairie du Boulevard», 34 rue de Carouge / **Aix-en-Provence:** «La divine comédie» / **Albi:** Maison de la presse, Place du Vigan / **Belfort:** Maison de la Presse, 65 Fbg de France / **Clermont-Ferrand:** «Le Papyvore», 3 rue de l'Ente / **Laval:** Point Presse, Centre Cial Carrefour, 46, Av. Delattre de Tassigny / **Lyon:** «A plus d'un Titre», 4 quai de la Pêcherie / **Marseille:** Librairie «L'Odeur du temps», 35 rue Pavillon / Papeterie-journaux du Vieux Port / **Martignes:** Papeterie-journaux, 5 Boulevard Degut / **Mayenne:** Maison de la Presse, 14 rue Aristide Briand / **Montbéliard:** Point-Press, rue Jacques Foillet / **Montpellier:** «Librairie Sauramps», Le Triangle / Librairie Scrupule, 26 rue du Fbg de Figuerolles / **Nantes:** «Vent d'Ouest», 5 Place du Bon Pasteur / **Paris:** «La Brèche», 27 rue Taine / «L'Herbe Rouge», 1 bis rue d'Alésia / «Librairie Parallèles», 47 rue du Faubourg St Honoré / «Tiers Mythe», 21 rue Cujas / «Quilombo», 23 rue Voltaire / **Pointe-à-Pître:** «Librairie Antillaise», rue Schloecher / **Rennes:** Maison de la presse, 8 Place du Colombier / **Toulouse:** «Les Arcades», Place du Capitole / Librairie-journaux, 1, Place du Parlement / **Tours:** Librairie, 104 rue Colbert / Maison de la Presse, 5 rue de Bordeaux / Maison de la Presse du Beffroi, 36 rue de Jemmanes / **Villeurbanne:** Maison de la presse, 33 avenue H. Barbusse

CORRESPONDANCE:

Pour la France: Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

Points de contact:

Aix-en-Provence: la révolution russe. Réunion de lecteurs, samedi 8 mai. Cafétéria Flunch 15h, Place du Général de Gaulle
Fête de Lutte Ouvrière: stand et forum à Presles à la Pentecôte (30/5-1/6).
Paris: réunion de lecteurs, samedi 15 mai. Cafétéria Casino, Place de la Nation, 17h.
Toulouse: Vente au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 12h 30.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5€ / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15€ / 60 FS / £ 20. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4€ / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32€ / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 1,5€ / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5€ / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27€ / 70 FS / £ 27. «el programa comunista», le numéro: 3€ / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6€ / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

Aux Editions programme (extraits)

(Suite de la page 7)

di domani (manifesto del partito comunista internazionale, marzo 1997) 1,50€
Nella serie Critica delle false posizioni rivoluzionarie:

- «Battaglia comunista», doppio misto di volontarismo e intellettualismo, di democrazia militante e «partito virtuale» (critica alle posizioni politiche generali di «battaglia comunista») (da «il comunista» n. 64-65, gennaio/aprile 1999) 2,00€
- Amadeo Bordiga, compagno militante comunista e rivoluzionario che ha saputo strapparsi dalla mente e dal cuore la classificazione in cui lo iscrisse l'anagrafe di questa società in putrefazione, vedendo e confondendo se stesso in tutto l'arco millenario che lega l'ancestrale uomo tribale lottatore con le belve al membro della comunità futura, fraterna nella armonia gioiosa dell'uomo sociale (critica alle posizioni dei «sinistri» costruttori di icone inoffensive) (da «il comunista» n. 71-72, settembre 2000) 3,00€

- Elogio della medaglia (critica delle posizioni del nuovo «il programma comunista» sulle crisi di partito) (da «il comunista» n. 20, novembre/dicembre 1989) 2,00€
- Curdi: emancipazione del popolo curdo, o del proletariato curdo? (critica alle posizioni del nuovo «il programma comunista») (da «il comunista» n. 43-44, ottobre 94/gennaio 95) 1,50€
- La questione dell'opportunismo e la questione nazionale, ossi davvero duri per gli pseudorivoluzionari (critica alle posizioni di «Rivoluzione Internazionale») (da «il comunista» n. 40-41, giugno 1994) 1,50€
- Gli aggiornatori di Lenin si impantanano liberamente nel loro volgare «milieu évolutionnaire». (critica alle posizioni di «Rivoluzione Internazionale») (da «il comunista» n. 46-47, settembre 1995) 3,00€
- Parlamentarismo, fascismo e tesi distorte (critica alle posizioni di «il Partito Comunista») (da «il comunista» n. 43-44, ottobre 94/gennaio 95) 1,50€
- Marxismo e scienza borghese 3,5€
- La lotta di classe dei popoli non bianchi 3,5€
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista 5,5€

- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune 5,5€
- Bordiga: La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925) 3,5€
- Abaco della economia marxista 3,5€
- Lotta di classe e questione femminile 5,5€
- La teoria marxista della moneta 3,5€
- Il proletariato e la seconda guerra mondiale 3,5€
- Antimilitarismo di classe e guerra 4,5€
- Sulla lotta immediata e gli organismi proletari indipendenti 4,5€
- P.C. d'Italia, sezione dell'Internazionale comunista: Relazione del Comitato centrale al 2° Congresso Nazionale, Roma 20-24 marzo 1922 5,5€
- Auschwitz, o il grande alibi 3,5€
- Sui movimenti di lotta del napoletano (dal 1995 al 2002) - (Giugno 2003) 4€

EN ANGLAIS

- The fundamentals of Revolutionary Communism 5€
- Party and Class 5€
- Communist Program (Organ of the International Communist party) Ns 1 to 7 3€
- The Party's Programme 1,5€
- The Proletarian (Nr. 1) (February 2002) 1€